



Strasbourg, 1er August / août 2011

CEP-CDPATEP (2011) 6Bil.

**EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION**  
***CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE***

**6th COUNCIL OF EUROPE CONFERENCE**  
**ON THE EUROPEAN LANDSCAPE CONVENTION**

***6<sup>e</sup> CONFERENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR***  
***LA CONVENTION EUROPEENNE DU PAYSAGE***

**PRESENTATION OF THE ACTIONS CARRIED OUT FOR**  
**THE IMPLEMENTATION OF THE EUROPEAN LANDSCAPE**  
**CONVENTION AT NATIONAL, REGIONAL**  
**AND LOCAL LEVELS**

***PRESENTATION DES ACTIONS MENEES EN FAVEUR DE***  
***LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE***  
***DU PAYSAGE AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL***

**Interventions by Parties and Observer States**  
***Interventions des Etats Parties et Observateurs***

*Document du Secrétariat Général*  
*Division du patrimoine culturel, du paysage et de l'aménagement du territoire*  
*Document of the Secretariat General*  
*Cultural heritage, landscape and spatial planning Division*

The Conference was invited to take note of the interventions by the Parties to the European Landscape Convention and the Observer States.

*La Conférence a été invitée à prendre connaissance des interventions des Parties à la Convention européenne du paysage et des Etats observateurs.*

*This document will be completed on the basis of the statements given  
to the Secretariat of the Council of Europe*

*Ce document sera complété sur la base des interventions remises  
au Secrétariat du Conseil de l'Europe*

**I. MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE/  
ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**1. PARTIES TO THE CONVENTION/ PARTIES A LA CONVENTION  
(STATES WHICH HAVE RATIFIED THE CONVENTION / ETATS AYANT  
RATIFIE LA CONVENTION)**

**BELGIQUE / BELGIUM**

**La mise en œuvre de la Convention européenne du paysage en Belgique**

*Mme Mireille DECONINCK,  
Attachée, Division de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
Service Public de Wallonie*

*Mme Gislaine DEVILLERS,  
Ière attachée, Division du patrimoine,  
Service public de Wallonie*

*Mme Sarah DE MEYER,  
Policy Officer, Department of Spatial Planning, Housing and Immovable Heritage,  
Flemish Region*

Pour rappel, en Belgique, le paysage relève à la fois de la compétence des Régions et des Communautés (volet enseignement).

Avant de présenter la situation en Wallonie, je voudrais évoquer le Prix du paysage, qui a été organisé pour la première fois dans notre pays. Sa mise en œuvre est le résultat d'une fructueuse collaboration entre les Régions et Communautés qui, en s'inspirant du règlement du prix du paysage du Conseil de l'Europe, ont défini un règlement équivalent dans les trois Régions et ont adopté le principe d'une rotation dans l'organisation. La Wallonie a été la première à organiser ce prix dont le lauréat est le candidat belge au Prix du paysage du Conseil de l'Europe. Pour cette première édition, nous avons primé une route paysagère qui parcourt un parc naturel et fait découvrir aux visiteurs mais aussi aux locaux les paysages les plus typiques et leurs caractéristiques.

La Wallonie souhaite mettre en œuvre un maximum d'articles de la Convention. Ainsi, nous avons réalisé un travail d'identification des paysages wallons qui a donné naissance à la publication « Territoires paysagers de Wallonie ». Cette première approche est suivie d'une opération de qualification et de gestion concrétisée par les Atlas des paysages de Wallonie dont 3 des 13 volumes sont publiés. Le paysage est mentionné dans divers articles de la législation wallonne, nous ne les passerons pas en revue, mais nous voudrions souligner plus particulièrement le décret de 2008 concernant les parcs naturels qui impose la réalisation d'une charte paysagère pour le territoire des parcs naturels. Au niveau supra communal, des activités sont également entreprises par le biais de différentes structures. Ces actions concernent tant la sensibilisation que la qualification mais aussi la gestion et l'aménagement. Sans prétendre à l'exhaustivité nous mentionnerons la réalisation d'expositions, de topoguides, de routes paysagères, de plan paysage, de dégagements de point de vue ou encore la mise en place d'un observatoire citoyen du paysage.

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

Les acteurs du paysage en Wallonie sont donc multiples : les administrations mais aussi les universités qui sont les chevilles ouvrières des Atlas mais également des parcs naturels, des Groupes d'action locale du programme LEADER (cofinancé par la Commission Européenne), des contrats de rivières, des associations de citoyens etc.

Pour assurer l'échange d'informations entre ces acteurs et mettre leurs activités en cohérence nous avons mis en place une plateforme d'échange et de mise en cohérence qui, deux fois par an, réunit les représentants des structures locales, des universités et de l'administration.

Les actions de la Wallonie s'inscrivent également dans un cadre supra national et international. A l'échelon local, on évoquera le parc transfrontalier du Hainaut, résultat d'une longue collaboration entre le parc naturel Scarpe Escaut en France et le parc naturel des Plaines de l'Escaut en Wallonie.

Au niveau international, on mentionnera les ateliers transfrontaliers initiés par nos collègues français et auxquels la Wallonie participe activement.

En Région flamande, la protection des paysages est régie par un décret spécifique. Ce décret règle la protection des paysages et la préservation, le rétablissement et la gestion de ces paysages protégés. Outre ces aspects, le décret prévoit quelques mesures de protection générale des paysages dans le but d'élargir la gestion durable des paysages aux zones non-protégées. Le soutien financier (donc la subvention) des paysages dits "régionaux" est une de ces mesures, et à succès de surcroît.

Un « Paysage régional » est le résultat d'un partenariat entre pouvoirs locaux, associations et organisations et peut être comparé avec les « Parc Naturels Régionaux » français, les « Naturparke » allemands et les « Areas of Outstanding Natural Beauty » britanniques. En plus des travaux de gestion sur le terrain, les « Paysages Régionaux » remplissent un rôle important au niveau de l'éducation, de la sensibilisation et des services au public en matière de paysages et de patrimoine immobilier. Un arrêté de subvention récent du Gouvernement flamand garantit que les actions paysagères de ces Paysages Régionaux sont dorénavant financées structurellement. La zone d'action totale où opèrent ces Paysages Régionaux mesure 800.000 ha ou presque 60 % du territoire flamand.

Depuis 2004, la politique flamande en matière des paysages s'aligne de plus en plus sur la politique de l'aménagement du territoire, ce qui a abouti à la conception d'un instrument de protection spécifique. Suite à une procédure juridico-administrative, les zones représentant une grande cohérence, authenticité et réparabilité sont délimitées. Ces zones peuvent ensuite être converties en paysages patrimoniaux au niveau de l'aménagement du territoire. Un paysage patrimonial doit répondre à des prescriptions spécifiques, de sorte qu'un aménagement spatial quelconque doit toujours être confronté aux valeurs paysagères. On évite ainsi que le paysage soit irréparablement atteint. Mais l'envergure des paysages patrimoniaux est plus large que ça, avec la mise en place d'un régime de primes pour encourager la gestion des paysages. Environ 40 zones d'intérêt paysager ont été délimitées depuis 2004. Cette année au moins 11 zones d'intérêt paysager seront délimitées en vue de leur intégration dans un plan spatial, une opération qui contribue à plus de qualité spatiale en Flandre.

L'atlas des territoires paysagers se veut l'inventaire de ces paysages d'intérêt de la Flandre de la fin du 20ième siècle. Il couvre la totalité du territoire flamand, à l'exception des noyaux urbains et des agglomérations à densité élevée. Ensemble avec la carte des caractéristiques des paysages, l'atlas des territoires paysagers facilite l'interprétation holistique du paysage quoique celui-là doive être encore plus approfondi afin de pouvoir définir les objectifs adéquats relatifs à la gestion et l'aménagement. L'inventaire flamand est donc différent des atlas wallons des territoires paysagers, qui caractérisent le paysage de tout le territoire. Actuellement, un projet est en cours pour mettre à jour les données de l'inventaire.

Un décret de la Région flamande, réglant aussi bien la protection des paysages que la protection des monuments et la protection archéologique des monument est aussi en cours de préparation. La Convention européenne du paysage constitue un des points de départ du projet de ce décret.

Quant à la coopération transfrontalière, on peut citer le projet InterReg « Drielandenpark ». Cette coopération entre les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique (la Région flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone) trouve son origine dans la prise de conscience de l'authenticité, de l'unicité et de la valeur du territoire concerné, qui subit toutefois de lourdes pressions en provenance de développements internes et externes.

\* \* \*

### **Impact sur le paysage de la gestion de la biodiversité**

*M. Jacques STEIN,  
Premier Attaché chargé de recherche  
Service Public de Wallonie  
Direction de la nature et de l'eau  
Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole (DEMNA)  
DGO (3) Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement (ARNE)*

Protection, aménagement, gestion des paysages... Ces trois piliers de la Convention européenne du Paysage connaissent des destinées à géométrie variable. L'aspect « Gestion » apparaît un peu comme un parent pauvre de l'approche. Et pour cause sans doute : une gestion des paysages cohérente avec le message des terroirs fait nécessairement appel au diagnostic écologique. Et sa mise en œuvre nécessite de réfléchir à la réunion des valeurs communes des paysages partagées par le plus grand nombre d'acteurs concernés.

Durant ces dernières années, la prise de conscience globale de la crise de la Biodiversité a par ailleurs largement accéléré les processus d'interventions sur des habitats semi-naturels et sur des habitats d'espèces bien souvent largement anthropisés et regardés comme importants au niveau européen. Avec pour principal objectif de restaurer, sinon de maintenir, ces habitats dans un état de conservation favorable.

On n'a pas lésiné sur les moyens. Et les interventions actuelles n'ont plus rien à voir avec le jardinage naturaliste, et largement dépendant du bénévolat, qu'on connaissait jusque là. Ainsi par exemple, dans le cadre de l'instrument financier LIFE, au niveau de l'UE, 800 millions €. sont prévus pour la période 2007-2013 en faveur de la Biodiversité.

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiI.

Je ne vais évidemment pas procéder à un inventaire exhaustif des projets au niveau européen. Je décrirai simplement quelques projets qui se sont déroulés ou se déroulent actuellement en Belgique, plus particulièrement en Wallonie, afin de vous sensibiliser à l'impact que peuvent avoir de tels projets sur le paysage.

La restauration des tourbières et des landes de Wallonie a fait l'objet de plusieurs projets successifs : Saint Hubert, Plateau des Tailles, Croix Scaille, Hautes-Fagnes et, bientôt, Ardenne liégeoise. Ils permettent notamment de relier tous les noyaux de zones tourbeuses connus sur un axe est-ouest au travers de la Wallonie.

Saint Hubert (2003-2007) – 842 ha.

- Elimination de résineux sur 134 ha.
- Creusement de 24 mares et construction de 15 km de digues
- Restauration d'habitats feuillus sur 60 ha.

Plateau des Tailles (2006-2010) – 3000 ha.

- Restauration de 200 ha. de milieux dégradés par la plantation de résineux (= déboisement)
- Restauration de 285 ha. de milieux ouverts par étrépage, abattage d'arbres isolés, élimination de régénération résineuse
- Creusement de 20 mares et construction de 11,5 km de digues
- ...

Croix Scaille (2006-2009) – 4500 ha.

- Elimination de 160 ha. de résineux
- Restauration de 80 ha. de milieux ouverts

Hautes-Fagnes (2007-2011) – 9723 ha.

- Elimination de plantations résineuses sur 400 ha.
- Elimination des régénérations naturelles résineuses sur 150 ha.

Un exemple encore dans la restauration des pelouses calcicoles.

Vallée de l'Ourthe (2009-2013)

- restauration de 150 ha. de pelouses relictuelles ou potentielles (plantations de résineux)

D'autres projets visent encore la restauration des habitats de certaines espèces : dizaines de kilomètres de cours d'eau et fonds de vallée (moule perlière, loutre), 570 ha. de milieux ouverts pour 3 espèces de papillons,...

Une fois la restauration terminée, l'entretien est généralement confié aux animaux : moutons, vaches rustiques...

En conclusion, si l'impact espéré sur la Biodiversité est très appréciable, l'impact sur le paysage, du à ces interventions intenses et très mécanisées sur un cours laps de temps, ne l'est pas moins. Des zones boisées jusque là confinées sont brutalement mises en lumière, les arbres isolés qui marquaient certains paysages disparaissent brusquement, etc., ...

Les actions de gestion de la Biodiversité ont actuellement pour seul objectif de favoriser la Biodiversité, sans considérations sur leur impact paysager. Cette situation ne peut

qu'engendrer des conflits avec les riverains des paysages concernés et décrédibiliser les actions de gestion en faveur de la Biodiversité.

Il conviendrait donc d'approfondir cette question afin de présenter des propositions concrètes à bénéfices réciproques tant pour le paysage que pour la Biodiversité.

\* \* \*

## CROATIA / CROATIE

### **Address on activities for the implementation of the European Landscape Convention in Croatia at the national, regional and local levels**

*Mrs Biserka DUMBOVIC BILUSIC,  
Senior Advisor  
Ministry of Culture, Department for Protection of Cultural Heritage*

As is known from the previous reports, the Republic of Croatia was among the first states signatories of the European Landscape Convention. The reasons for that were, on the one hand, that the uniqueness of Croatian space is manifested in the diversity of landscape varieties that are part of the Central European and Mediterranean areas, and on the other, that Croatian space still contains elements for the favourable development and preservation of the landscape which comprises 36% forests, 57% agricultural land and 7% developed areas (data from 1997). To date approximately 30% of the public surfaces have been protected under various categories on the basis of the Law on Nature Protection and Natura 2000 / Biotopes Ecological Network.

In the Physical Planning Strategy of the Republic of Croatia, 1997 and Physical Planning Programme of the Republic of Croatia, 1999) three main landscape regions have been defined: Pannonian, mountainous and Adriatic, and each of them includes different landscape units. The territory of Croatia was divided, according to the 1995 classification and the then applied methodology which took into consideration only natural features without the use of GIS, into 16 landscape region. It should be pointed out that the mentioned regions partially overlap with the current classification of the European landscape – LANMAP 2.

#### **Landscape and Activities at the National Level**

Although legal obligations of recognizing and characterizing the landscape exist according to the Law on the Confirmation of the European Landscape Convention (2004) and Strategy and Programme of Physical Planning (1997 and 1999), to date a systematic landscape characterization at the national level has not been undertaken. The implementation of the ELC in Croatia is within the competence of two ministries: The Ministry for Environmental Protection, Physical Planning and Construction and the Ministry of Culture. In order to promote the implementation of the ELC an Inter-Ministerial Working Group has been set up at the end of 2009 composed of experts from various branches. During the course of their year long work in which they analyzed the problems and states of Croatian landscape, the working group proposed a number of pertinent measures. The most relevant ones pertain to organizational issues, terminological alignment and departmental legal regulations, preparation of a unique methodology, criteria and standards for landscape characterization and identification, GIS use and establishment of a landscape database and its inclusion in the physical planning system.

In Croatia issues linked to the landscape are integrated in a number of basic laws: the Law on Nature Protection, the Law on Environmental Protection, the Law on the Protection and Preservation of Cultural Heritage and the Law on Physical Planning and Construction. The basic strategic documents which include landscape policies are: the Physical Planning Strategy, Strategy of Biological and Landscape Diversity, National Environmental Protection Strategy, Sustainable Development Strategy, Strategy for the Preservation, Protection and



Sustainable Economic Use of Cultural Heritage and Strategy of Rural Development. However, in each of these strategies landscape represents only a subsidiary topic.

Two cultural landscapes in Croatia were protected by the Law on the Protection and Preservation of Cultural Heritage: Stari Grad plain on the island of Hvar that represents a comprehensive system of land use and agricultural colonisation by the Greeks in the 4th century BC. Its land organisation system is based on geometrical parcels with dry stone wall boundaries. As cultural landscape of outstanding value is a part of the UNESCO World Heritage. The living rural landscape in the mountain area Žumberak - Samoborsko gorje nearby city of Zagreb is protected in category organically evolved landscape.

### **Recognizing landscape at the sub-regional, county level**

The City of Zagreb is the first administrative unit at the county level which initiated landscape characterization for the needs of drawing up the document: *ZagrebPlan – City Development Strategy*. The goal is to identify landscape types and areas in order to base the city's development on the recognition of landscape specificities that contribute to the preservation of its identity. Determined landscape types and areas were analyzed and evaluated by: key characteristics, visual, historical and ecological features, visual and landscape sensitivity, landscape character strength and development pressures which formed the basis for the drawing up of guidelines for planning and management strategies.

In September 2010 the Krapina-Zagorje County organized, in cooperation with ECOVAST Croatian Section, an International Workshop with a view to raising awareness among experts and the general public on the importance of landscape and the need of effectively implementing the European Landscape Convention. The workshop was organized within the framework of trans-border cooperation with the participation of experts from Austria and Slovenia. The gathering was open to the public and the conclusions were submitted to the competent ministries.

### **Other Activities**

In April of this year two international meetings which had landscape as their main topic were organized in Zagreb. One was organized by the Croatian Association of Landscape Architects and the Public Institution Park Maksimir under the patronage of the President of the Republic of Croatia and marking April as the World Landscape Architecture Month.

The other meeting was the International Workshop entitled: *Tourism and Landscape* organized in cooperation with Association of Architects, the Faculty of Architecture in Zagreb and faculties of architecture in Lisbon and Barcelona. Tourism is often used for the recovery of territories that are not fully utilized in order to foster different economic sectors; tourism as a productive landscape. In this particular case, the workshop locates the discussion of tourism in Zagreb and frames it as a *productive urbanscape*, able to help increase the repertory of urban activities towards both visitors and citizens.

### **Conclusion/Future Activities**

According to the conclusions of the Inter-ministerial working group a number of important activities linked to the more effective care of landscapes are planned in Croatia in the forthcoming period:

## CEP-CDPATEP (2011) 6Bil.

- Establishment of an expert body in the competent ministries that would deal with landscape topics/issues,
- Adoption of the Landscape Protection Strategy with Action Plan;
- Provision of a legislative basis for landscape protection – integrate it into the Constitution of the Republic of Croatia and amend the reference laws and by-laws;
- Integration of landscape in other sectors which have a direct or indirect impact on it: agriculture, forestry, transportation, water management, tourism, regional development, etc.;
- Establishment of a unique methodology for the identification, registration, evaluation, classification and protection of landscape – on all levels (national, regional, local);
- Inclusion of landscape in physical planning documents on all levels;
- Establishment of criteria for the protection of cultural landscapes with exceptional values;
- Establishment of a landscape database and drawing up of a Croatian Landscape Base;
- Informing the public and enabling its participation in the procedures of landscape protection, management and planning;
- Participation in the network of European cooperation through trans-border and other international projects, expert and scientific support and exchange of experience on landscape protection and management.

\* \* \*

**FINLAND / FINLANDE**

**Landscape Actions in Finland 2009-2011**

*Mr Tapio HEIKKILÄ,  
Senior Advisor, Ministry of the Environment*

*[PowerPoint Presentation available on the Website of the 6<sup>th</sup> Council of Europe  
Conference on the European Landscape Convention  
[http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6econference/cep-cdpatep\(2011\)1oj\\_en.asp?/](http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6econference/cep-cdpatep(2011)1oj_en.asp?/)]*

\* \* \*

## FRANCE

### Mise en œuvre en France de la Convention européenne du paysage

*Mme Aude LEDAY-JACQUET,  
Adjointe au Chef du Bureau des paysages et de la publicité, Ministère de l'écologie, du  
développement durable, des transports et du logement*

La Convention européenne du paysage est entrée en vigueur en France le 1er Juillet 2006 (publication au *Journal Officiel* du 22 décembre 2006). Depuis, la Convention de Florence donne une impulsion nouvelle à la politique du paysage dont le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer est responsable au sein du gouvernement.

En accord avec l'article 4, la répartition des compétences dans le domaine du paysage entre les différentes autorités publiques est organisée par la loi relative à la répartition des compétences. Les communes, les départements et les régions sont, chacune pour ce qui les concerne, responsables et garantes de la qualité coordonnent leurs politiques du paysage avec celle mise en œuvre par l'État.

Pour ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 5, Le paysage est reconnu juridiquement, notamment par une loi spécifique du 8 janvier 1993, relative à la mise en valeur et à la protection des paysages. Il est aussi pris en compte dans différents codes : code de l'environnement, mais aussi code de l'urbanisme, code rural, code forestier, code minier, code des télécommunications, lois sur l'énergie... Ainsi, le paysage est intégré dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelle, environnementale, agricole, sociale et économique, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage. Sur ce dernier point, l'ensemble des projets d'aménagement, publics et privés, sont soumis à une évaluation de leurs effets sur le paysage : qu'il s'agisse du « volet paysager » des permis de construire, des études d'impact ou de l'évaluation des incidences.

Une politique nationale du paysage a été définie. Son objectif est de « préserver durablement la diversité des paysages français ». Elle est mise en œuvre à l'échelle nationale ainsi qu'aux échelles régionale et départementale par les services déconcentrés de l'État.

Des procédures de participation du public, des autorités locales et régionales, et des autres acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage sont définies par la loi. Elles s'appliquent à toutes les étapes des projets d'aménagement des territoires sous forme de débats publics, de concertations préalables et d'enquêtes publiques. Ces procédures ne sont pas spécifiquement dédiées aux politiques du paysage, mais concernent tout aménagement ayant notamment une incidence sur le paysage. En outre, les décisions réglementaires de l'État et de ses établissements publics sont soumises à participation du public lorsqu'elles ont une incidence directe et significative sur l'environnement.

Pour ce qui concerne l'article 6, sept établissements d'enseignement supérieur, publics et privés, forment environ 200 paysagistes de niveau Master chaque année. Par ailleurs, de nombreux masters universitaires intègrent le paysage dans l'enseignement de la géographie, de l'écologie, de l'environnement ou de l'aménagement du territoire.

La politique du paysage du ministère de l'écologie a pour objectif de préserver durablement la diversité des paysages français. Pour être en mesure d'avoir une perception exacte de cette

diversité, il est nécessaire d'identifier et de qualifier chacun des paysages qui composent notre territoire.

En application de la définition du paysage inscrite dans la Convention, chacun des paysages est étudié au travers de ses aspects biophysiques, de ses représentations sociales et de ses dynamiques d'évolution. C'est l'objet des **Atlas de paysages**. Ils sont aujourd'hui publiés ou en cours de publication sur 80% du territoire et ont déjà permis d'identifier plus de 2000 paysages singuliers. Ces Atlas de paysages et les inventaires particuliers d'éléments de paysage sont mis à la disposition de tous les publics grâce au **Système d'information sur la nature et les paysages**, accessible par internet. La méthode de réalisation des Atlas de paysages, dont la première publication date de 1994, est en cours d'actualisation. Cette actualisation se fonde sur les enseignements de cinq ateliers transfrontaliers que le ministère de l'écologie a initié depuis 2005 avec la Wallonie, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Catalogne. Il est également prévu d'enrichir cette méthode et y incorporant des « indicateurs sociaux sur l'évolution des paysages ».

Ces travaux méthodologiques sont réalisés par le laboratoire LADYSS, du CNRS (Centre national de la recherche scientifique). La recherche est d'ailleurs très mobilisée pour apporter des informations, des concepts et des méthodes en appui à la politique du paysage. Deux **programmes de recherche scientifique** ont été financés par le Ministère de l'écologie. Le premier, lancé en 1998, était intitulé « politiques publiques et paysage ». Ce programme a permis de financer vingt-quatre projets de recherche et a été à l'origine de deux colloques organisés successivement à Bordeaux en décembre 2004 et à Saint-Malo en octobre 2005. Le second, engagé en 2005, est intitulé « Paysage et développement durable » et doit se poursuivre jusqu'en 2015. Ce programme a une forte dimension européenne puisque non seulement la Convention européenne du paysage est un des thèmes de recherche proposés, mais aussi parce que le conseil scientifique de ce programme est composé d'experts venant de 7 pays européens et que les équipes de recherche financées sont elles aussi européennes. Pour exemple, ce programme a financé la constitution du premier Consortium européen sur l'économie du paysage, qui regroupe des chercheurs de 9 pays européens. L'objectif de ce consortium est de mettre en place une plate-forme commune de recherche permettant de croiser différentes thématiques en économie du paysage.

Pour suivre les transformations du paysage, un **Observatoire photographique du paysage** a été mis en place au niveau national. Plus de 800 points de vue sont régulièrement photographiés, constituant un fond de plus de afin d'analyser les mécanismes et les facteurs de transformations des espaces ainsi que les rôles des différents acteurs qui en sont la cause. A cet Observatoire financé directement par le ministère de l'écologie, il faut ajouter tous ceux qui sont mis en place par les collectivités locales, les Parcs naturels régionaux en particulier. Les photographies de l'Observatoire photographique du paysage sont accessibles sur le site web du ministère. Un colloque européen, organisé à Paris en novembre 2008, a permis de comparer les méthodes et les résultats d'expériences européennes dans le domaine de l'observation photographique des paysages.

Ces grands programmes constituent ou complètent la connaissance des paysages sur tout le territoire français, qu'ils soient remarquables, du quotidien ou dégradés. Cependant, la connaissance n'est réellement utile que si elle permet de définir concrètement les actions de protection, de gestion et d'aménagement du paysage, dans le but d'élever le bien-être individuel et social de nos concitoyens.

Ces interventions sont également décidées pour répondre à des évolutions non souhaitées des paysages. Ces évolutions correspondent souvent à la banalisation ou à la standardisation de certains nouveaux quartiers d'habitat, de commerce ou d'industrie, urbains ou périurbains, à la simplification de certains paysages ruraux due à la déprise agricole ou à l'intensification des cultures, au développement des énergies renouvelables, en particulier les éoliennes.

Pour répondre à ces enjeux, le ministère de l'écologie encourage la réalisation de **Plans de paysage**, qui ont pour objectif de formuler les objectifs de qualité paysagère à l'échelle de chacun des paysages identifiés dans les Atlas de paysages. Ce sont les collectivités locales qui sont à l'initiative de ces plans de paysage, le ministère de l'écologie, met à leur disposition une méthode d'élaboration et les services régionaux du ministère peuvent aider les collectivités dans leur effort en apportant une aide technique et/ou financière. Parce que les plans de paysage formulent des principes généraux, des stratégies et des orientations qui permettent ensuite d'élaborer des programmes d'intervention, ils sont de fait des politiques du paysage définies à l'échelle de chacun des paysages, en accord avec le principe de subsidiarité inscrit dans l'article 4 de la Convention européenne du paysage. Ces plans de paysage ont été imaginés dès 1993, année de publication de la loi « paysages ». L'entrée en vigueur de la convention dans notre pays nous a conduit à actualiser cette démarche, tenant également compte, d'une part, de l'expérience accumulée dans les quelque 250 plans de paysage déjà mis en œuvre et, d'autre part, des nouvelles lois dites « Grenelle », qui renforcent la place du paysage dans la planification territoriale.

Pour ce qui concerne la coopération européenne, différentes initiatives ont déjà été mentionnées : ateliers transfrontaliers sur les Atlas de paysage, programmes de recherche ouverts aux laboratoires européens et colloque sur l'observation photographique. Des échanges bilatéraux sont pratiqués presque quotidiennement, de manière ponctuelle ou plus durable.

La coopération transfrontalière est encore localisée. Mais elle se développe comme en témoignent le Parc naturel transfrontalier du Hainaut, avec la Wallonie, le parc transfrontalier des Deux rives, avec l'Allemagne, la Charte des paysages lémaniques, avec la Suisse, la coopération entre le parc national du Mercantour et le Parc des Alpi maritime, en Italie, la mise en place d'une gestion transfrontalière du Site de Gavarnie Mont-Perdu avec l'Espagne.

Pour ce qui concerne le Prix du paysage du Conseil de l'Europe, le ministère de l'écologie a modifié en 2004 le **Grand prix national du paysage** pour le conformer aux dispositions de l'article 11 de la Convention européenne du paysage. Ce Grand prix national du paysage a été décerné à quatre reprises et l'un des lauréats a été distingué en 2009 par le premier Prix du paysage du Conseil de l'Europe. Il s'agit du Parc de la Deûle, réalisation de la communauté d'agglomérations Lille Métropole, dans le nord de la France. Pour 2011, la candidature française est celle de la base de loisirs du Port aux Cerises, lauréat du Grand prix national du paysage en 2009.

Des éléments d'information plus complets peuvent être obtenus en suivant le lien <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Paysage-.html>

\* \* \*

## GREECE / GRECE

### Actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage en Grèce

*M. Evangelos GOUNTANIS,  
Représentant de la Grèce auprès du Comité des hauts fonctionnaires de la CEMAT et pour  
la Convention européenne du paysage  
Ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique  
Département de l'aménagement du territoire*

#### *Actes législatifs*

Après la ratification de la Convention par notre pays et son intégration dans la législation nationale, par la loi du 25.02.2010, la Grèce devrait accomplir les obligations qui découlent des dispositions de la Convention. C'est à dire introduire la politique de la protection dans les textes légaux et dans les instruments de l'aménagement du territoire. Le premier acte législatif constitue la mise en vigueur de la loi du 31.03.2011 sur « *la protection de la biodiversité* », qui sera suivi par l'élaboration d'une loi-cadre sur la reconnaissance, l'analyse, la protection, la gestion et l'aménagement du paysage, en accord avec les principes du développement durable. Cette loi devrait, en particulier :

- promouvoir l'intégration de l'aménagement du paysage à la planification du territoire et aux politiques d'aménagement et d'urbanisme,
- promouvoir l'intégration du paysage aux politiques sectorielles de planification, qui concernent en particulier les secteurs d'agriculture, forestier, culture, économique, industriel, etc.)
- renforcer la coopération des autorités publiques et du privé sur les questions paysagères,
- prendre des mesures pour accroître la sensibilisation et l'éducation du public en matière de protection du paysage,
- promouvoir enfin le processus de participation publique.

#### *Autres actions*

- La constitution de la Commission pour la Protection du Paysage comme organe consultatif de l'Etat. Le rôle de la Commission est de promouvoir la mise en œuvre de la Convention Européenne du Paysage et l'élaboration de la Stratégie Nationale du Paysage. Elle peut aussi donner son avis sur les projets importants qui entrent dans ses compétences, notamment des projets législatifs et de planification, et de soumettre des propositions.
- Au niveau de l'aménagement du territoire, des directives spéciales ont été prévues, dans le cadre de la révision en cours des Plans Directeurs Régionaux, notamment pour le traitement de la protection du paysage au niveau régional, voir local.
- L'élaboration de la Stratégie Nationale et d'un Plan d'action sur cinq ans (2012-2017). La Stratégie Nationale devrait, entre autres, comprendre la typologie les différents types de paysages et fixer les objectifs qualitatifs de leur promotion, préservation et gestion durable. Le Plan d'action prévoit : des campagnes d'information et de consultation publique par région, l'organisation d'une Conférence internationale sur la thématique de la Stratégie Nationale, l'élaboration des études pilotes au niveau local, etc.

CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

- L'Institut MED-INA élabore actuellement un projet de directives méthodologiques pour l'intégration de la protection du paysage aux instruments de l'aménagement du territoire.
- Les aspects de la protection du paysage seront aussi prises en considération dans le cadre d'une étude morphologique des hameaux au niveau national, en cour d'élaboration.

\* \* \*



**HUNGARY / HONGRIE**

**For preserving Hungarian landscapes**

*Mr Gábor KISS,  
Senior Councillor, National Representative of  
the European Landscape Convention for Hungary  
State Secretary for Environmental Protection and Nature Conservation*

*[PowerPoint Presentation available on the Website of the 6<sup>th</sup> Council of Europe  
Conference on the European Landscape Convention  
[http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6econference/cep-cdpatep\(2011\)1oj\\_en.asp?/](http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6econference/cep-cdpatep(2011)1oj_en.asp?/)]*

\* \* \*

## ITALY / ITALIE

### **La contribution italienne à la 6<sup>e</sup> Conférence des Etats membres du Conseil de l'Europe sur la Convention européenne du paysage (Strasbourg, 3-4 mai 2011)**

*Mme Maria Maddalena ALESSANDRO et Mme Clarice MARSANO  
Fonctionnaires du Ministero per i Beni e le Attività Culturali  
– Direzione Generale per il Paesaggio, le Belle Arti, l'Arte e l'Architettura Contemporanee  
– Serv. IV 'Tutela e Qualità del Paesaggio'*

En ratifiant la Convention européenne du paysage avec la mise en œuvre de ses principes rappelés dans la même Convention, repris par le Code des Biens Culturels et du Paysage (décret-loi numéro 42/2004), le Ministero per i Beni e le Attività Culturali, responsable pour le Paysage depuis 1975, avec les compétences et les fonctions qui étaient auparavant au Ministero della Pubblica Istruzione, s'est trouvé une fois de plus dans son histoire en face d'une réalité nouvelle dans l'exercice de ses fonctions.

Renforcé dans ses activités pour la protection du Paysage, légitimé par un Traité International partagé par de nombreux autres pays, le Ministère s'est ouvert aux niveaux national, régional et local à la coopération constructive dans les politiques qui traitent de la gestion du territoire.

Et ce, principalement dans les activités d'aménagement partagées par les Régions, très importantes pour la protection préventive du paysage. Des résultats positifs et significatifs ont été acquis au niveau national dans le cadre de la collaboration avec le Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare, dans les activités d'évaluation de l'impact environnemental des plans stratégiques et programmes nationaux, et des projets des ouvrages publics, conformément aux directives européennes.

Le Paysage, considéré comme témoignage de l'Histoire des Lieux, permet aux habitants de s'identifier avec leur paysage, et cette relation crée un rapport de valeur pour le cadre de vie, et en conséquence pour les projets partagés dans les processus participatifs avec les populations, basé sur la conscience de ces valeurs, et qui fournit des garanties de durabilité.

Dans la commission mixte avec le Ministero dello Sviluppo Economico et le Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare, pour la rédaction du texte du décret-loi du 10 septembre 2010 concernant les orientations (*'Linee Guida'*) pour la construction d'usines de production d'énergie renouvelable, le Ministero per i Beni e le Attività Culturali a réaffirmé cette conception paysagère avec les directives pour l'évaluation des valeurs du territoire et des structures préexistantes, les bâtiments monumentaux et les vestiges archéologiques.

Le texte énonce les critères pour les choix des sites, exigeant que les nouvelles structures doivent être l'objet de projets de qualité, avec la mise en valeur, la restauration du paysage, et avec la création de nouveaux paysages pour les sites dégradés.

Tout ce qui précède explique l'opposition du Ministero per i Beni e le Attività Culturali à un projet visant à mettre en œuvre l'installation d'un parc éolien off-shore dans le golfe de Butera devant un trait de la côte sicilienne remarquable pour ses qualités naturelles, cette partie de la côte étant proche d'un site industriel très dégradé.

La côte est caractérisée par la présence d'un château, appelé « le château de Falconara », l'un des mieux conservés de la Sicile, est le seul parmi les châteaux de la province de Caltanissetta à surplomber la mer. Son noyau original est composé de l'ancienne tour carrée, appelée « La Falconara », pour l'élevage des faucons.



Il n'y a pas de dossiers de date de la construction de la tour, mais il est très probable qu'elle se situe dans le courant du quatorzième siècle.

La tour fait encore office de surveillance et de protection contre les attaques de pirates dans la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, le château, élargi et articulé dans ses volumes, est le résultat de trois différentes phases de construction, mais manifeste la structure intacte du quinzième siècle.

A une distance d'environ deux kilomètres de la côte, la construction de la nouvelle usine aurait une influence décisive sur la jouissance des lieux, sur la perception visuelle de caractéristiques historiques et pittoresques, agissant négativement sur les ressources touristiques locales.



L'excellence des lieux est encore plus digne de protection, car elle compense l'état de délabrement des zones qui leur sont proches.

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

Les raisons pour lesquelles l'évaluation du projet a été négative confirment les directives de la Région de Sicile pour la protection de l'inter-visibilité des côtes.

Cela confirme la nécessité de stratégies pour la tutelle des zones côtières.

A cet égard le travail de l'équipe technique, mise en place par le Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare, sur demande explicite du Ministero per i Beni e le Attività culturali, mérite une attention particulière.

Cette équipe a été constituée pour la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Barcelone sur la gestion intégrée des zones côtières, se référant au contenu du Protocole de Madrid de 2008 – en particulier en ce qui concerne l'intérêt culturel de la zone côtière (arts. 11-13-14 ) – et les recommandations du Conseil de l'Europe visant à surmonter les politiques sectorielles à travers la participation, verticale et horizontale, des parties engagés à divers titres dans la gestion du territoire.

En ce qui concerne la protection des côtes qui sont proches de l'embouchure des fleuves le Ministero per i Beni e le Attività culturali a déjà fourni des recommandations spécifiques pour la rédaction des plans de gestion de l'eau des bassins des fleuves italiens, établis en conformité avec la Directive de l'UE 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 sur l'eau.

Les directives du Ministero per i Beni e le Attività culturali visant à identifier actions et sous-actions pour la protection et la valorisation du Patrimoine Culturel qui interfère avec le « système de l'eau », en soulignant la relation historique entre les populations les voies navigables et les zone côtières, déterminante pour le commerce et donc pour l'évolution socio-culturelle des populations elles-mêmes.

Les zones côtières correspondent à la zone frontalière entre la mer et l'arrière-pays, et cela a conduit à des formes caractéristiques de développement socio-économique au cours des siècles qui ont produit les cultures locales, dont les « signes » sur le territoire doivent être pris en compte pour toute forme de développement futur.

Dans la perception visuelle de la mer, ces signes, connotatifs de la côte, reportés sur les cartographies marines, représentés au cours des siècles avec une variété de méthodes et de techniques, pour la reconnaissance des lieux en matière de navigation, risquent d'être sacrifiés complètement du fait de la construction d'installations touristiques, résidentielles et industrielles, telles que nous les voyons aujourd'hui construites, au delà du rivage, jusque dans la mer.

Ces transformations ont une incidence sur le sites du Patrimoine Culturel (biens monumentaux et biens archéologiques), ainsi que sur le paysage de la côte, sur le patrimoine culturel subaquatique en mer (découvertes archéologiques et vestiges), mais aussi sur les témoignages « matériels et immatériels » des identités locales, caractéristiques de la « culture maritime » telle qu'elle se manifeste dans chaque collectivité locale vivant près de la mer.

Les artisanats, les coutumes et les pratiques en vigueur tout au long d'époques différentes au sein de populations côtières, forment et composent un ensemble cohérent et clairement identifiable.

Les lois de protection ne sont pas suffisantes pour la préservation et la valorisation de ce

patrimoine avec ces héritages qui documentent les relations entre les peuples de la Méditerranée, ce pourquoi devraient être mises en place des stratégies spécifiques pour les zones côtières.

Il y a besoin d'activer des formes de coopération, pour rédiger un document d'orientation pour la mise en œuvre du Traité de Barcelone prévoyant des actions conjointes, mais aussi de sensibilisation et de diffusion des valeurs culturelles et d'environnement du paysage côtier.

Les campagnes de sensibilisation du public, la participation des administrations et des associations, constituent la seule garantie pour parvenir à des choix partagés dans le cadre du « Développement Durable » au bénéfice des populations, prenant en compte « l'Identité » et « l'Histoire des Lieux ».

### **Maria Maddalena Alessandro**

Pour la mise en œuvre de ce qui précède, le Ministère a soutenu le concours d'idées organisé par l'association « Mare Vivo » pour l'utilisation de sources d'énergie renouvelable dans le paysage des petites îles et dans les aires marines protégées.

Le concours est conçu en tenant compte que :

- les petites îles et les zones marines protégées montrent des caractéristiques du paysage, de l'architecture et de l'environnement ayant un relief particulier ;
- la condition de l'insularité et les caractéristiques géo-physiques ont souvent créé les conditions pour le développement d'architectures ayant des typologies particulières protégées par la législation au niveau national ;
- dans le contexte de cette vulnérabilité, est nécessaire une attention particulière afin d'inclure des installations pour la production d'énergie renouvelable qui pourraient affecter l'équilibre.

Les régions insulaires font face à plusieurs limitations :

- exigüité des territoires ;
- limites des ressources naturelles (eau, énergie) ;
- coûts supplémentaires de transport et de communication ;
- difficultés dans la gestion des déchets et des eaux usées ;
- pollution marine et côtière.

Cet ensemble de conditions rend les îles mineures et de zones marines protégées un banc d'essai idéal, un laboratoire pour élaborer des politiques fondées sur la durabilité et la bonne utilisation des diverses sources d'énergie, dans une vision intégrée qui :

- valorise les ressources offertes par le territoire ;
- accorde une attention aux caractéristiques architecturales et paysagères du lieu ;
- aborde le problème de la gestion de la mer et des activités connexes.

Afin de stimuler la recherche de solutions de projet qui, en même temps, soient capables (en état) de produire de l'énergie thermique et/ou électrique à partir de sources renouvelables – solaire, éolienne, géothermique, biomasse, marées, courants et vagues – et qui soient

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

capables de s'insérer harmonieusement dans le paysage apportant une valeur ajoutée au territoire en termes de qualité architecturale, il y a été lancé un concours international d'idées.

L'initiative a été lancée par l'association Marevivo active sur le territoire italien pour promouvoir et appliquer des mesures pour la défense de la mer. Le Ministère du Patrimoine et activités culturelles, en particulier le Service IV, qui assume « la tutelle et la qualité du paysage », saisit la signification constructive de l'initiative capable d'impliquer et de sensibiliser les étudiants, les designers et les entreprises au thème important de l'intégration de systèmes technologiques dans ces zones de considérable valeur architecturale et paysagère. Le concours aura lieu chaque année.

Les promoteurs ont été les suivants:

- Associazione Marevivo ;
- Ministero dei Beni e delle Attività culturali - Direzione generale per la qualità e la tutela del paesaggio, l'architettura e l'arte contemporanee ;
- Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare ;
- CITERA (Centro Interdipartimentale Territorio Edilizia Restauro Architettura) Università di Roma "La Sapienza" ;
- ENEA (Agenzia nazionale per le nuove tecnologie, l'energia e lo sviluppo economico sostenibile) ;
- GSE (*Gestore Servizi Energetici*).

Le concours vise à :

- encourager le projet de solutions technologiques et formelles pour l'épargne et la production d'énergie provenant de sources renouvelables intégrées au paysage ;
- promouvoir le transfert de connaissances et de bonnes pratiques ;
- stimuler le développement industriel de composants appropriés pour la configuration de nouvelles solutions respectueuses de l'environnement.

Le concours s'adresse aux :

- étudiants en architecture, en génie ou équivalent dans les différents pays d'origine ;
- architectes ;
- ingénieurs ;
- designers industriels ;
- études ou groupes professionnels ;
- sociétés de design ou l'équivalent dans les différents pays d'origine ;
- sociétés de design ou l'équivalent dans les différents pays d'appartenance.

Réparties dans les catégories suivantes : thèse de maîtrise, professionnels, entreprises.

Chaque catégorie de participants peut contribuer à la création de trois types de projets spécifiés ci-dessous :

- I - Objet innovant unique avec une autonomie expressive.
- II - Partie d'un système générateur d'énergie.
- III - Système générateur d'énergie

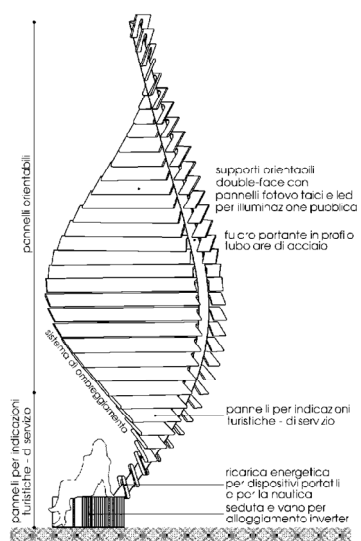
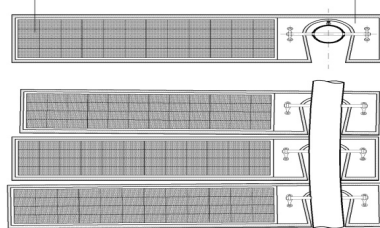
Les résultats du concours de l'édition 2010 ont été les suivants :

– Pour la catégorie professionnels (Type I)

**Première place : Groupe Pandolfo – « Peigne de Vénus »**  
*Pettine di Venere (murex pecten)*



pannello fotovoltaico  
 supporto pannello fotovoltaico





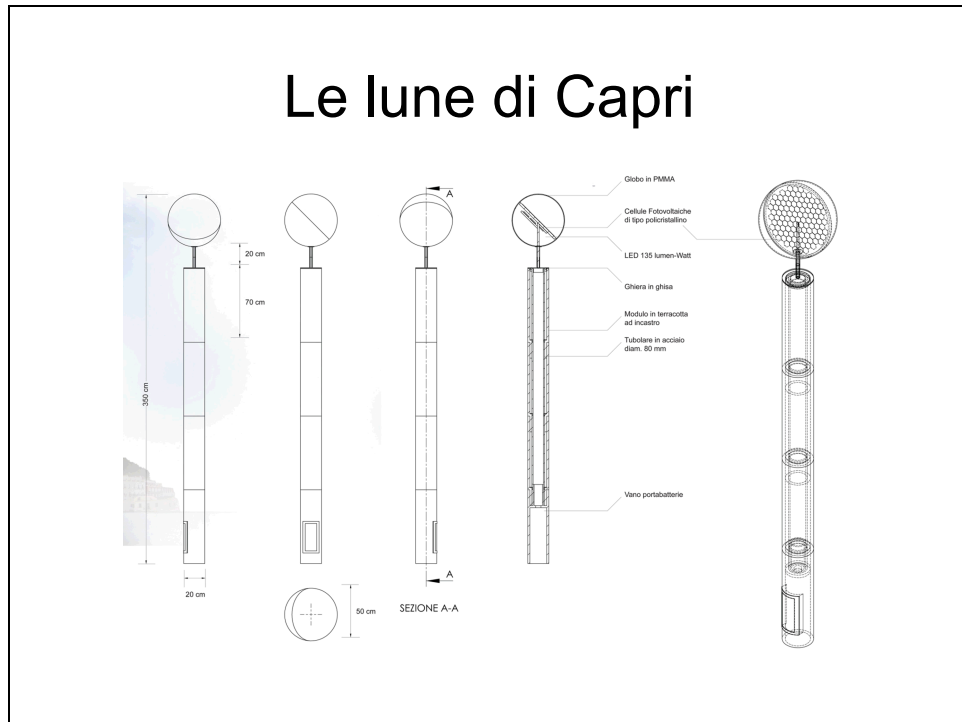


*Deuxième place : Groupe Sartogo Associates Architects – « Les lunes de Capri »*

## Le lune di Capri



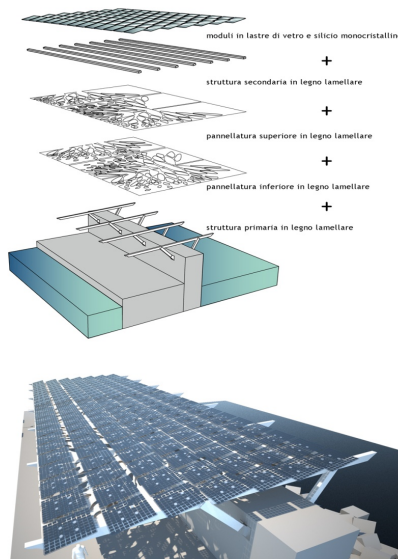
**Le variazioni della forma lunare in relazione alla posizione dell'osservatore: in base al punto di vista in cui si osserva, una luna crescente.. una luna calante, una luna piena**



– Pour la catégorie professionnels (Type II)

*Première place : Groupe Colarossi - Cabinet d'architectes et des planificateurs – « Abris de quai »*

**GIORNO**

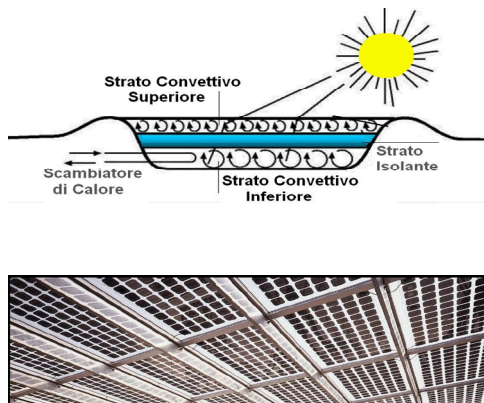


Il sistema impiantistico ideato permette l'installazione dei pannelli su un'orditura secondaria di travi realizzabili in legno lamellare. Lo strato successivo consiste in una doppia pannellatura forata con funzione di schermo rispetto al sistema impiantistico, realizzabile con un legno leggero. E' quest'ultimo strato che di giorno scherma i pannelli senza oscurare, creando un gioco di luci ed ombre naturale lungo il percorso, e di notte tramite un opportuno sistema d'illuminazione, con neon flessibili offre l'opportunità di una suggestiva passeggiata lungo il molo. L'effetto che ne deriva è quello di camminare sotto un luminoso tappeto di foglie.

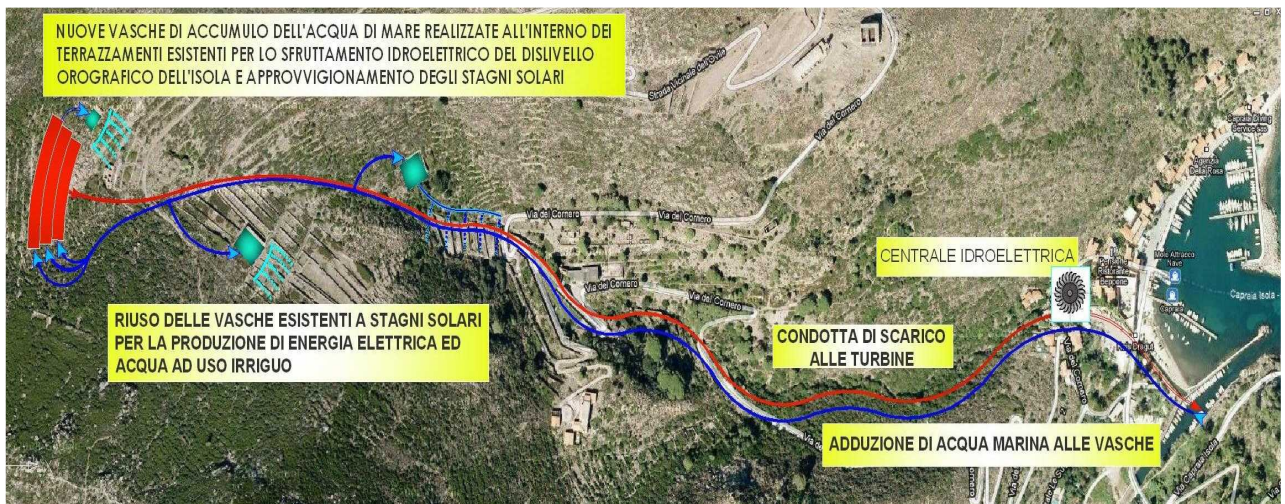


– Pour la catégorie professionnels (Type III)

*Première place : Groupe Pardi – « Système générateur d'énergie pour l'île de Capraia »*



| sistemi       | capacità    | dimensione                             |
|---------------|-------------|--|
| Sistema FV    | 1.000 (KWp) | 24.000 (m <sup>2</sup> )               |
| Sistema OWC   | 162 (KWp)   | 20 x 8 (KW <sub>e</sub> )              |
| Stagno solare | 814 (KWp)   | ~ 900 (m <sup>2</sup> )                |
| Accumulo      | 4.600 (KWh) | V = 5630 (m <sup>3</sup> ); H = 300 mt |



*Deuxième place : Groupe Sartogo Associates Architects – « Les numéros de Via Krupp »*



**Quota 127, Belvedere Parco di Augusto, all'inizio di Via Krupp**



**Un elemento lineare in terracotta che di notte proietta una sottile scia luminosa**

CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

– Pour la catégorie entreprises (Type III)

*Première place: Dyaqua Art Studio – « Tuiles photovoltaïques »*

## Coppo fotovoltaico in cotto

- Rivestimento in Aqua Energy su coppo in cotto



## Coppo fotovoltaico a confronto

- Coppo fotovoltaico in cotto a confronto con normale tetto in laterizio.



**Clarice Marsano**

\* \* \*

**LATVIA / LETTONIE**

**Statement on Progress of Implementation of European Landscape Convention  
in Latvia**

*Mrs Alda NIKODEMUSA,  
Head of Division  
Spatial Planning Department  
Ministry of Environmental Protection and Regional Development*

Mr Chairman, Dear Colleagues,

Landscape policy is one of the topics to be coordinated by the institution I am representing – the Ministry of Environmental Protection and Regional Development of Latvia.

The landscape concern has emerged to become a significant national objective through Latvia's ratification of the European Landscape Convention and its becoming in force in year 2007. Thus we have confirmed the principles declared by the Convention.

A special value of Latvia is its natural and semi natural rural landscapes. My country is one of the greenest and less urbanized countries in Europe representing high diversity of species, natural habitats and landscapes. Protection status has been assigned for many nature areas, including nine protected landscape areas. They are established due to the outstanding natural as well as cultural values and form 2.6% of the country's territory. The introduced rules for managing and safeguarding of these territories contribute to the achieving the goals and implementing the indicated measures settled by the European Landscape Convention.

At the moment, there are several main pressures impacting landscapes in Latvia. The first is overgrowing of previous agricultural areas, as traditional land management has become not profitable and depopulation of rural areas is taking place, the second – significant changes in forest structure due to forest harvesting and third - an urban sprawl of the largest cities that due to the financial and economic circumstances has been stopped for a moment.

Probably these above mentioned topics can become the discussion themes for the coming European Landscape Convention workshops organized by the Council of Europe.

Landscapes have been recognized as one of the most valuable component of the Latvian cultural and natural capitals. It is underlined by the first long-term planning document for the country- Sustainable Development Strategy of Latvia up to 2030 that was approved by the Parliament last year. The Strategy is a main development planning document for the country. Its Spatial Development Perspective defines preservation of natural and cultural heritage and landscapes as one of the main targets to be achieved. The Strategy includes directions and actions aimed towards maintenance of diverse, unique and characteristic types of Latvian landscapes.

The long term Strategy Latvia 2030 settles main tasks to be fulfilled:

- Integration of landscape planning and nature protection in sectoral policies, legislation and spatial development planning.

## CEP-CDPATEP (2011) 6Bil.

- Identification of typical and unique landscapes and development of proposals for landscape management and monitoring.
- Education and involvement of the general public in the management of natural and cultural landscapes.
- To define requirements and regulations for development, management and protection of significant nature and cultural heritage areas when developing territorial plans for municipalities.

It is being becoming clear that local governments and communities can ensure most appropriate protection, planning and management of the landscapes. Municipalities increasingly recognize values of natural, untouched landscape. Some cities, like our capital - Riga City for instance, is paying particular attention to urban landscapes. Landscape inventory and assessment has been performed and proposals for landscape management and planning developed for Riga City. This will certainly contribute to the comprehensive spatial planning of the city.

Another example, I would like to mention, is a project implemented by the State Forest Service in the Northvidzeme Biosphere Reserve - the largest protected nature area in Latvia (ca 9% of the state area). By the project the unknown cultural heritage values in a rural landscape, particularly forests were revealed and mapped, thus important information delivered for local planners and general public. The project is being carried out within cross-border cooperation with Estonia.

Today I would like to take an opportunity and remind about the important last year activity - The Permanent European Conference for the Study of Rural Landscape (PECSRL) that was hosted by the University of Latvia and supported by the Ministry. This scientific conference bearing a title - "Living in landscape -: knowledge, practice, imagination" attracted about two hundred participants from thirty three countries. A significant conclusion of the conference recognized by the researchers and decision makers was necessity to integrate landscape planning and management and planning of financial instruments. Currently we are commencing to prepare our new National Development Plan and the intention is to foresee actions and appropriate resources also for landscapes as essential component of people's surroundings.

Besides, I would like to inform you about our efforts to popularize the Landscape award of the Council of Europe. Last year we publicized the information and invited municipalities and other relevant institutions to apply for the Award. Regrettably none of authorities or groupings considered their activities would qualify for this particular honor. We do hope there will be the applicants for the next round from our country as well.

Finally I would like to say few words about the most encouraging tasks at the moment. The main challenge for us is to implement the Strategy 'Latvia 2030'. We are also working on development of the National Framework Document for Landscape Policy. Our interest is to perform landscape inventory and assessment for the whole country and produce a Landscape Catalogue as it has been done by many countries.

Latvia being a country joined to the European Landscape Convention is continuing and will keep on raising awareness on landscapes at various levels.

Thank you.

\* \* \*



**LITHUANIA / LITUANIE**

**Statement on Progress of Implementation of  
the European Landscape Convention in Lithuania**

*Mrs GIEDRĖ GODIENĖ*  
*Chief Desk Officer, Landscape Division, Department of protected Areas and  
Landscape, Ministry of Environment*

Mr Chairman, Dear Colleagues,

The process of implementation of the European Landscape Convention in Lithuania began with adoption of the National Landscape Policy (2004) and the Government measures of its realization (2005).

*The National Landscape Policy* determinates preconditions and the framework for use and protection of the landscape territorial units. This document fixes the conception of landscape and the basic related definitions, prescribes the main trends of historical changes of Lithuanian landscape, gives SWOT analysis of the current state of the Lithuanian landscape use, protection, management and planning legislation system and the practice, delivers main trends, principles and methodologies of state policy in this field, provides objectives and general guidelines for the future actions implementing the 5 and 6 Articles of Convention in Lithuania.

The significant role of public awareness raising and participation in the processes of landscape identification, assessment of the landscape policies, spatial planning, decisions making in all actions of National Landscape Policy implementation (Convention article 5c) is underlined. The Policy stresses integration of the landscape objectives into country's strategic and spatial comprehensive and special planning and decision making in all planning levels (Convention article 5d) balancing the state, regional and local or public and private interests. Special landscape planning is introduced as the obligatory part of comprehensive (master) plan, or separate planning document, which could be carried out for all territorial levels.

According to the main targets and goals *Programme of Measures for Implementation of the National Landscape Policy until 2020* was adopted by Lithuanian Government in 2005, amended in 2008 and 2009. In this document apart the Ministry of Environment and its institutions (State Service for Protected Areas and Directorates of Protected areas, Environment Protection Agency), Ministry of Culture and its Department of Cultural Heritage, Ministry of Agriculture, The Board of Ethnic Heritage of the Parliament of the Lithuania, regional and municipal authorities stated their responsibilities taking specific actions concerning implementation of National Landscape Policy and European Landscape Convention in particularly. In 2010, after administrative reform, administrations of regional level were denied. Recently active discussions about the involvement of Ministries of Infrastructure, Education and Science, Interior, nongovernmental organizations are continuing.

From 2009 Ministry of Environment is responsible for gathering information from all institutions implementing the Program, analysing it and reporting to the Government. In 2009 the National report, including best practises from municipalities was presented to the

## CEP-CDPATEP (2011) 6Bil.

interested institutions, scientific organizations and wide public in special seminar. Information about implementation of National landscape policy is provided in official website of the Ministry of Environment.

Among the most important executed Measures for Implementation of the National Landscape Policy is *Lithuanian Landscape types and its spatial characteristics identification study*, analysing and systematizing the general concepts, basic determinants and pressures on the landscape, ascertaining its types and morphology, based on its climatic, hydrological conditions, geomorphological and bio-differentiation supplemented with aspects of technogenic structure, spatial geochemical processes, aesthetical characterisation and spatial differentiation. It was carried out by leading scientists and presented for wide public in 2006 (Article 6C). This Study now is used for spatial planning, SEIA and EIA, it is seen as very important methodological basis for specialists working with landscape issue.

Supplementing existing legislative system for appropriate protecting, managing and/or planning the landscape, the Regulations of Landscape planning (2005), Regulations of Nature frame protection, management and planning (2006, 2010), the Law on Urban green plots (2007), Rules for national landscape award (2007), the amendment of the Law on Seashore strip (2010) were adopted (Article 6E). Amendments of laws on Protected areas, Protection of Immovable Cultural heritage, new edition of Spatial planning law are under discusses in the Parliament. In order to expand system of Protected areas with the sites for cultural landscape protection, in 2006-2010 protection status was given for 9 new historic parts of cities and settlements, in 2011 – by the Order of the Minister of Culture, - for 56 sites (small settlements) list with main cultural landscape values, validated the framework of their protection status ascertaining until 2015.

Starting from 2006 use of EU funds enforced establishment, planning, management, maintenance of protected areas, including NATURA 2000, development of tourism and recreation infrastructure, public information in this field. Great shift for the preparation and implementation of nature management plans in nature reserves and NATURA 2000 areas is seen. By the National landscape policy, all necessary planning documents for proper protection, management and rational use of protected areas must be adopted until 2013. The spatial planning documents (borders and management plans) were prepared and adopted (borders – by Government, management – by Minister of Environment): in 2009 for 23 protected state (Regional and National) parks; in 2010 – for 9 other Regional parks. In 2010 planning activities were expanded – management plans were adopted for some state reserves, borders ecologically and recreationally valuable areas within the state parks were defined. In 2011 Ministry of Environment started search for financing opportunities to implement broader biodiversity and landscape protection, management and maintenance actions in whole Lithuanian territory.

Awareness-raising among the civil society, private organizations and public authorities of the value of landscapes, their role and changes to them (Article 6 A) is one of the most important objectives. National Landscape Policy stated that Information centres must be establish or renew in the all state National and Regional Parks until 2020. With financial EU support in 2008 were working 24, 2009 – 29, 2010 – 30 public information centers in Lithuanian state parks, in 2011 will be established 6 new. In 2008-2010 series of books (catalogues) were published representing traditional rural architecture and traditional rural landscape elements of 7 Lithuanian regions and specific features of several Regional parks.

Lithuania has strong tradition of different competitions of the Best managed farms, rural estates, urban plots, streets and other territories, which involves enthusiastic people over the

country and promotes exchange of best everyday landscape management and maintenance practice. Each year local municipalities organizes such competitions. Every 3 years national competitions are organized. In 2007 national Landscape award was established and honour was given to first winner - Kupiskis municipality and the local community - for the Kupa river valley management.

In 2010 with cooperation with the Ministry of Education and science, National competition of the Best managed kindergartens and schools territories was organized in all regions. National committee of experts visited 66 institutions, 20 winners were announced and honoured in the special seminar, held in Vilnius 20<sup>th</sup> the October, 2010 on the 10<sup>th</sup> Anniversary of the Convention.

Another competition “Sustainable environment” was organized with the Ministry of Interior and other social partners in which recent 34 urban public areas projects were ranked (10 best honoured), looking for the sustainability of use, proper landscape management, benefit for local society etc..

Due to the National landscape policy, landscape monitoring system (Article 6C) is operating within the State Environmental monitoring programme, adopted by Government for 2005-2010 (new one 2011- 2016) at state, regional and local levels, stressing carst area, seashore and protected areas. In 2008 important scientific study for Landscape structure changes at local level was elaborated. In this methodological study landscape structure changes monitoring indicators and their measurement system were elaborated. Prognosis of further changes presented and reliable management targets for main landscape types according the National landscape study proposed on the 100 pilot areas selected.

After 2009 local initiatives on European Landscape Convention and National Landscape Policy implementation are analyzed. EU structural assistance for Promotion of Cohesion (priority I “Local and urban development, preservation of cultural heritage and protection of nature and its adaption to development of tourism”; priority 3 “Environment and sustainable development”, etc.) gave impulse for different scale landscape projects. In 2009 15 municipalities executed projects, connected with landscape management, in 2010 – 25, the amount of projects is growing too. There are 2 international projects of transfrontier cooperation of local level and exchanging the experience in landscape protection, management and adaption to development of tourism (with Latvija (Kupiškis – Rezekne) and Poland (Sintautai-Goldap1).

Municipalities have a lot of responsibilities, delivered by legal acts in the landscape protection, management and maintenance, but in most regions big need of human resources and the understanding of landscape issues is estimated. From 2006 Ministry of Environment have been taken active position and yearly recommends establishing the landscape architect or landscape planner’s official in the municipalities’ administrations for the implementation of the Convention at the local level, organizes seminars and lectures for the specialists.

Lithuanian Association of Landscape architects, universities and other high schools, NGO’s are main partners of training and raising public awareness (Article 6 B). Strengthening specialists training, in 2010 new university level program of Landscape architecture (2<sup>nd</sup> level – magister) was introduced in Klaipėda University.

CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

Implementing European Landscape Convention Lithuania feels this meeting as very good opportunity to share the most interesting experiences and gains great support for future national actions.

Thank You all.

\* \* \*

## **MOLDOVA**

### **Information on implementation of the European Landscape Convention at national level**

*Mr Andrei URSACHE,  
Main Advisory Officer  
Natural Resources and Biodiversity Division  
Focal Point of the European Landscape Convention  
Ministry of Environment and Natural Resources*

Moldova ratified the European Landscape Convention in 2001.

Like whole world, Moldova has the responsibility to preserve its natural and cultural heritage, including landscape that denotes the country's specific and identity to be transmitted to future generations. Development prospects for a harmonious economy and European integration, community awareness and concern for the preservation of natural values, creates opportunities for landscape protection measures in the European context.

Moldova differs by a high degree of recovery of natural landscapes, the unbalanced ratio of the training components of environment and intensive continuing influence of the landscapes biotic and non biotic component. It is obvious that the national landscapes requiring attribution by law of an adequate status and establishing criteria for identifying, preserving, protecting and using them. That's why in 2011 we expected to adopt the Law on landscapes.

It is necessary to mention that the landscape reserves as a category of protected natural areas are reflected in Law on natural areas found protected by state. This found grows every year, because we add new areas protected by state.

Landscape legislations is necessary for the inventory of the existent landscapes and their components, for the determination of condition, dynamics and development factors, the importance and the possibility to take it under state protection, and for union and coordination of ministries efforts on protection, administration and restoration of country's natural resources.

On 6 July 2010 started a national contest to select projects to be submitted to the Council of Europe to participate in the Competition for Landscape Prize. About this were informed environmental NGOs from Moldova. Contest rules and criteria for project selection have been placed on official web site of the ministry. The event lasted until 31 of October 2010, but there was no project submitted to the Ministry of Environment.

Ministry of Environment is collaborating with Agency of Tourism in field of developing and promoting the rural and ecological tourism. The landscapes will be included in the touristic roads, so this measure, we think that will increase the protection and management of landscapes.

We have a good collaboration with Romania and Ukraine in field of enlarge the Biosphere Reserve "Danube Delta". The plan is that Moldova will create its own Biosphere Reserve "Prutul de Jos". After that it will be attached to the Biosphere Reserve "Danube Delta". In the advanced stage is creation of the first National Park "Orheiul Vechi".

\* \* \*

## NORWAY / NORVEGE

### The Norwegian landscape policy

*Mrs Ina ROGNERUD,  
Advisor, Ministry of the Environment*

Dear European colleagues,

I am very pleased to give you a short presentation on the Norwegian landscape policy and some of the activities we initialise regarding landscape issues in Norway.

#### **Background and legislation**

My focus will be on the activities from the past year concerning the implementation of the European Landscape Convention, which Norway ratified in 2004.

The major challenge in Norway is our everyday landscape formed by its inhabitants. This dimension is therefore the main focus for the authorities dealing with landscape in Norway. By far, most landscape changes are caused by human activities. The driving forces may be forestry and agriculture, urban development, industry, energy production (especially wind turbines and power lines), transport infrastructure and so forth. These changes concern the everyday landscape, as well as mountain areas, fjords and the seaside – and other areas of outstanding beauty. But we most often meet these challenges in the everyday landscape.

We are recognizing that it is necessary to incorporate the awareness regarding landscape at all levels; at local, regional and national scale, and that issues concerning landscape must be taken into account in politics, planning and management.

The Planning and Building Act is the main instrument for planning in Norway. The Act covers planning at national, regional and municipal levels and encompasses all types of planning. The Municipal level is the main level for land use planning in Norway. When the Act was revised in 2008, landscape was given special attention both at regional and local planning levels. We are now also considering the need for some changes in the Norwegian Regulation on impact assessment. With this in mind, the considerations of landscape are put on the agenda.

#### **Activities**

The increasing number of planned wind turbine projects in Norway, have led to both a demand and need for better tools to assess landscape effects as a result of wind turbines. As a result to meet this demand, we have now completed guidelines for landscape analyses based on wind turbines and their impacts on the landscape, including cultural heritage. We are currently testing these guidelines in connection with a few planned projects, and the report will be published after an evaluation of this test.

There have also been prepared guidelines for how the impact on landscapes should be analysed and assessed in the mandatory strategic environmental assessments of municipal master plans.

We are working on a report that concerns with methods, strategies, challenges and proposals regarding mapping of landscape types and regions. To follow up this work, the Ministry might contribute to a pilot project concerning mapping of different landscape types and regions in Nordland county. In that connection, it is a goal to develop further a standard method of mapping landscape elements based on an integration of different existing methods. The project will also include creation of a national database including all sorts of data concerning landscape. The project is now in its initial phase, and we look forward to the further process and to see the results.

The European Landscape Convention is now translated into Sami language. We find it very important that the Sami population becomes familiar with the convention. The Sami people emphasize the immaterial dimensions of the landscape. A brochure with the Sami translation of the convention text as well as an explanatory report are sent to all relevant communities in Norway and to our Scandinavian neighbours Finland and Sweden. The brochure is also available on the Council of Europe website. This enables the Sami people to use and relate to the convention based on their own values.

The film “The Everyday Landscape” (Hverdagslandskapet) was screened at the landscape conference in Florence 2010. Since then, the Ministry has sent copies to people who have requested them in Norway. We have now produced an English/French DVD as well as an Internet version of the film, the commentary voice in English or French, the interviews in original Norwegian with English or French subtitles. The film is intended to raise awareness about what the landscape really is and what impacts it has on peoples’ quality of life and their health. It’s based on the European Landscape Convention with particular reference to Article 6A. This is as an example of how film and media can contribute to raising awareness on the value of landscape. All these versions are available on the website of the Council of Europe.

We are also recognizing that three-dimensional models or perspective drawings are necessary, or at least very useful, when predicting the effects on the landscape when projects are being realized. This is especially relevant when it comes to involving the general public.

## **Conclusion**

Today, our knowledge and skills are still quite insufficient, but we are more conscious than ever before. The awareness and understanding concerning landscape is increasing among the Norwegians and the Norwegian authorities, and this interaction will contribute to further illuminate this issue.

Thank you for your attention.

\* \* \*

## **POLAND / POLOGNE**

*Mrs Magdalena WOLICKA,  
Expert for European Landscape Convention  
General Directorate for Environmental Protection  
Department of Nature Conservation*

### **Introduction**

Poland sign the European Landscape Convention in 2001, ratified in 2004 and ELC came into force in 2005. In Polish law there is no specific provision devoted particularly to landscape. Landscape is defined as part of an environment (Environmental Protection Law Act). Act of Nature Conservation defines landscape protection as maintain the characteristic of a landscape and as an element of nature conservation. The landscape is not directly the subject of any provision of Polish Constitution, but is included in the Constitution as part of the environment, guided by the principle of sustainable development.

### **Forms of landscape protection in Poland**

Act of Nature Conservation gives the possibility of establishing three forms of a legal landscape protection at a local level: landscape parks, protected landscape area and natural-landscape complexes.

#### ***Landscape parks***

Main purpose of establishing of landscape parks is to protect areas which are valuable because of their diversity. The aim of establishing this form of landscape protection is to preserve natural, historical, cultural and landscape values and to promote these values according the rules of sustainable development.

#### ***Protected landscape areas***

Protected landscape areas are established on areas of different size which cover natural environment units. It could be river valleys, forest complexes, hills, dunes, peatbogs, etc. Protected landscape areas can be used for recreation, tourism and as an ecological corridors. Agricultural activities are not strictly limited under this form of legal protection.

#### ***Nature-landscape complexes***

Nature-landscape complexes are established to protect parts of natural and cultural landscapes which deserve for conservation for its outstanding and aesthetical values. The activities in the areas covered by this form of protection is conditional on the development of their land use plan which takes into account the demands of naturalists and historians.

### **Activity of National Secretariat for the European Landscape Convention**

Due to fulfill provisions the ELC National Secretariat for the European Landscape Convention has been established in July 2010. Its main activities are promotion and information. The most visible activity of the Secretariat was to construct Polish website devoted to ELC. The purpose of the website is to distribute information about ELC among the public, especially related resolution and recommendation and examples of good landscape practices. Promotion of landscape management based on other Parties experience



has been considered as the best way to encourage Polish organization and local authorities to apply for next session of Landscape Award.

Secretariat also mediates between new landscape projects and the participation of General Directorate for Environmental Protection as associated organization in these projects. Currently new project is created which is to be an example of good landscape practice in Landscape Park. The aim of “LIFEScape: Implementing the European Landscape Convention in the South Baltic Region” project is to activate local communities for landscape development and preservation of valuable landscape features. The project involves international cooperation with partners from Lithuania, Sweden and Denmark. The project is currently in the process of application and its launch is foreseen for July 2011.

\* \* \*

## SPAIN / ESPAGNE

### Présentation de l'Espagne

*Mme Maria Linarejos CRUZ-PEREZ,  
Institut du patrimoine historique espagnol  
Représentante de l'Espagne pour la Convention européenne du paysage*

Concernant les actions réalisées en Espagne en matière de protection du paysage, il convient de souligner la mise en œuvre du Plan national des paysages culturels.

Le **Plan national des paysages culturels** s'inspire des principes établis dans la Convention européenne du paysage et son objectif général repose sur la sauvegarde des paysages d'intérêt culturel. Le terme « sauvegarde » recouvre les mesures visant à garantir la viabilité du paysage culturel, comprenant les actions d'identification et de caractérisation, la documentation, la recherche, la protection, l'amélioration, la revitalisation, sous une approche de développement durable.

Ce projet surgit avec l'objectif fondamental d'impulser la prise de conscience au sujet de la nécessité de reconnaissance des paysages culturels et d'encourager les mesures adéquates pour l'application de traitements appropriés qui, sans entraver un développement cohérent, préservent leur authenticité.

Dans ce sens, l'un des buts essentiels de ce Plan est la réalisation d'études servant de base à la planification de futures actions, qu'elles soient de nature culturelle, touristique, environnementale, d'urbanisme ou d'implantation d'infrastructures. De telle sorte que tant les administrations que les promoteurs ou tout autre agent impliqué dans des actions sur des paysages culturels, disposent d'un outil qui leur fournisse les renseignements nécessaires et leur facilite la planification.

Ce n'est que partant de la connaissance préalable que l'on peut mener à bien une quelconque intervention permettant de rendre compatible le développement socio-économique et la préservation des valeurs culturelles du paysage.

#### **Objectifs spécifiques du Plan**

En raison des caractéristiques particulières du paysage culturel en tant que bien du patrimoine, dérivées de sa complexité, de la forte vulnérabilité de ses valeurs et de la pauvreté du soutien juridique, la mise en œuvre du Plan envisage la poursuite des objectifs spécifiques suivants :

##### *Identification, caractérisation et sauvegarde :*

- Jeter des bases consensuelles pour l'identification et la caractérisation des paysages culturels.
- Établir des objectifs, des directives et des lignes d'action spécifiques pour la sauvegarde des paysages, ces éléments visant à renforcer leur caractère et leurs valeurs, de manière compatible avec leur évolution et leur développement, ainsi qu'à favoriser leur interprétation et jouissance publique.

##### *Sensibilisation sociale et reconnaissance politique :*

- Promouvoir et encourager la reconnaissance sociale ainsi que la sensibilisation des collectivités publiques et des citoyens sur la valeur du paysage.

- Contribuer à l'intégration de critères de sauvegarde des valeurs culturelles du paysage dans les politiques, les plans et les actions sectorielles ayant une répercussion sur le territoire.

*Coopération internationale, nationale et régionale :*

- Stimuler la coopération avec des politiques et réseaux de paysages culturels à l'échelle européenne, notamment en matière d'étude et de sauvegarde de paysages à caractère transfrontalier, conformément aux termes établis par la Convention européenne du paysage.
- Promouvoir la coopération entre les différents départements ministériels jouissant de compétences en termes de paysage.
- Promouvoir la coopération entre les Communautés autonomes, ainsi qu'entre ces dernières et l'Administration générale de l'État, en matière de critères et objectifs d'intervention, et ce principalement au niveau des paysages culturels partagés par plusieurs Communautés autonomes.
- Produire des bases de documentation, de connaissance et d'évaluation pour l'incorporation de paysages culturels dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le Plan national de paysages culturels est mis en œuvre sur la base de la coopération entre toutes les Communautés autonomes faisant partie de l'État espagnol. Il devra se nourrir de l'échange d'expériences et de la collaboration entre les institutions publiques et privées, et porter assistance technique aux organisations nationales et internationales qui en font la demande.

### **Définition de paysage culturel**

*Le paysage culturel est une partie de territoire perçue et appréciée pour ses qualités culturelles, dont le caractère résulte de l'interaction dans le temps des personnes et du milieu naturel, produit d'un processus et fondement de l'identité d'une communauté.*

### **Réalité du paysage culturel**

Tel qu'il a été défini, le paysage n'est ni un objet statique ni un objet élémentaire. Il constitue en effet une réalité dynamique et complexe.

Le paysage constitue une **réalité dynamique** dans le sens où il est le résultat de processus environnementaux, sociaux et culturels qui se sont succédés au fil du temps sur le territoire. Ces processus sont rythmés par les modes de vie, les politiques, les attitudes et les croyances de chaque société. Il s'avère par conséquent nécessaire de connaître l'évolution historique du paysage, d'en identifier et caractériser les traits principaux, et d'apprécier ses valeurs pour pouvoir agir, à partir des connaissances, en faveur de la sauvegarde et du renforcement des valeurs culturelles et environnementales qui définissent son caractère et son identité. L'avenir du paysage dépend des actions qui sont entreprises dans le présent, à chaque instant. Pour agir avec cohérence et en assurer la durabilité, il est nécessaire de s'appuyer sur des connaissances exhaustives de celui-ci, des connaissances qui requièrent l'identification de ses éléments constitutifs, en articulant ces derniers dans un *tout* paysager, et de pénétrer les processus historiques et activités socioéconomiques qui ont joué un rôle dans son aménagement. Le but recherché n'est pas de *fossiliser* le paysage – bien souvent, protection est malheureusement confondue avec fossilisation –, mais de favoriser une évolution capable de garantir la survie de ses valeurs et de son caractère.

Outre le fait d'être dynamique, le paysage est une **réalité complexe difficile à gérer**. Cette complexité réside dans sa propre nature, faisant intervenir des **composantes** naturelles et culturelles, matérielles et immatérielles, tangibles et intangibles. Toutes ces composantes sont des constituantes du paysage qui doivent être prises en compte, son caractère et les différentes formes de perception qui en découlent résultant de leur combinaison.

La complexité du paysage et la difficulté de sa sauvegarde sont expliquées par quelques-uns des facteurs suivants, dont une partie a d'ores et déjà été énumérée :

- Son caractère **holistique et intégrateur** d'éléments et de processus naturels et culturels, d'espace et de temps, d'objets et de perceptions, impliquant quelque chose de plus et de différent de la simple juxtaposition des parties.
- La pluralité d'approches, de **disciplines** et de professions intéressées par le paysage, par sa connaissance, par son aménagement et le projet y afférant.
- La **diversité d'échelles** du paysage en tant que fait territorial, des grands ensembles morphologiques et panoramiques aux configurations de caractère local.
- La variété et le nombre important d'**acteurs impliqués** dans la configuration et gestion du paysage, faisant parfois montre d'intérêts et d'objectifs divergents, et la diversité de regards et **perceptions de la population**, des habitants en tant que créateurs et porteurs de paysages, des usagers et des demandeurs de paysages.
- La **fragilité** ou la haute vulnérabilité du caractère du paysage, en raison de sa nature territoriale et visuelle, face aux interventions peu soucieuses de leurs conséquences sur les environnements paysagers à haute valeur culturelle, naturelle et perceptive.
- Les **conflits** ou **divergences** qui peuvent être soulevés entre le droit du citoyen au paysage (accès, contemplation, qualité et jouissance), et plus concrètement des paysages d'intérêt culturel particulier en tant que valeur collective et patrimoine appartenant à tous, et les droits légitimes de propriété et d'utilisation qui tournent autour des objets paysagers, généralement de dimensions considérables, destinés à différentes activités et fonctions de nature privée, et non assimilables à d'autres biens d'intérêt patrimonial plus délimités.
- L'absence ou le manque de développement d'une **légalisation spécifique sur le paysage** qui intègre son caractère patrimonial dynamique, ce qui rend son traitement difficile. Bien que des corpus juridiques qui reconnaissent et régissent son statut soient peu à peu mis en œuvre, cela ne représente que le commencement d'un long chemin dont la majeure partie reste à parcourir.

La propriété à prédominance privée des terrains rend généralement la sauvegarde des valeurs du paysage complexe, même s'il faut reconnaître que, privés ou publics, les paysages sont difficiles à gérer, puisque l'aspect immédiat et la rentabilité économique priment fréquemment dans les projets territoriaux, facteurs qui ne sont globalement pas compatibles avec le développement durable.

### **Catégories de paysages culturels**

De par l'échelle ou dimension territoriale qui définit le paysage, et sous une perspective historique, les activités affichant la plus forte capacité de configuration de paysages culturels sont les suivantes :

- Activités agricoles, d'élevage et forestières, maritimes, fluviales et cynégétiques, ainsi que les activités artisanales en relation avec ces dernières.
- Activités industrielles (industrie minière, grande industrie, énergie, etc.)
- Activités d'échange et commerciales principalement associées aux environnements côtiers et/ou fluviaux.

- Activités rattachées à des événements sociaux à caractère ludique, symbolique, religieux, artistique, etc.
- Activités offensives/défensives (installations défensives, champs de bataille, etc.).
- Systèmes urbains ou établissements historiques jouant un rôle dans la construction de paysages déterminés au fil du temps. Bien que les villes et autres formes d'établissements constituent des structures ou modèles paysagers d'intégration et appartenant à des paysages à dominante agricole, pastorale, industrielle, commerciale, etc., ces éléments sont considérés de manière spécifique lorsqu'ils jouent un rôle principal dans le façonnage et l'image historique de paysages déterminés.
- Grandes infrastructures de communication, de transport et hydrauliques en tant que principaux artisans et images de la construction historique du paysage.
- Scènes associées à des événements historiques.
- Itinéraires et parcours créateurs de paysages culturels.

### Lignes directrices générales pour l'étude de paysages culturels

Afin d'atteindre les objectifs proposés, toute étude doit partir de la définition d'un **contenu** et des **ressources** minimales pour sa réalisation. Toujours sur la base de deux paramètres indissociables : espace et temps, qui procurent l'échelle territoriale et le caractère diachronique des processus ayant configuré un paysage aux caractéristiques déterminées.

#### 1. CONTENU DE L'ETUDE

- **Identification** du paysage culturel. Définition et délimitation de la portée de l'étude.
- **Valeurs naturelles**
  - Substrat naturel et morphologie du terrain
  - Climat
  - Hydrologie
  - Espèces végétales et animales
  - Ressources naturelles. Types et distribution (minéraux, forêts, eau, etc.)
- **Valeurs culturelles**
  - Identification des usages et de l'exploitation des ressources naturelles existantes. Utilisation du sol par le passé et de nos jours.
  - Les constructions. Agglomérations de population et établissements humains de natures diverses, types de bâtiments et d'installations et leur distribution. Éléments isolés et infrastructures associées aux activités sociales et économiques. Établissement des contraintes qui déterminent leur emplacement et la relation existant entre eux.
  - Aspects sociaux, intangibles et immatériels
  - Voies de communication et de transport
  - Sites historiques et archéologiques enregistrés
- **Perception**
  - Comment cela est perçu visuellement et intellectuellement de nos jours.
  - Comment cela a été perçu au fil du temps, à travers les documents, les témoignages de spécialistes et de voyageurs, de la littérature, la peinture ou la photographie.
  - La vision pratique, du point de vue de la consommation : le tourisme culturel, les itinéraires, belvédères, centres d'interprétation, etc.
  - Points de vue et opinions des institutions, des habitants de la zone et des experts en la matière.
- **Situation juridique.** Données relatives à la propriété et aux réglementations légales qui la concernent, par exemple portant sur l'urbanisme.

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiI.

- **interprétation et diagnostic**
  - Identification des éléments clé qui configurent le caractère du paysage culturel et qui déterminent sa singularité.
  - Identification des aspects ou éléments les plus fermes et représentatifs du paysage à même d'assurer sa conservation.
  - Identification des aspects négatifs et/ou des menaces qui altèrent ou sont susceptibles d'altérer l'intégrité du paysage, avec une évaluation de leurs incidences.
- L'étude doit inclure finalement des **propositions** en vue d'établir les bases de gestion du paysage culturel, fondées sur les résultats obtenus.

## 2. RESSOURCES POUR SA REALISATION

- Toponymie. Toponymes anciens et actuels
- Cartographie. Toutes les éditions existantes des cartes suivantes doivent être utilisées, sur toutes les échelles disponibles :
  - Topographiques
  - D'usages du sol
  - Thématiques
  - Géologiques
  - Historiques
- Photographie aérienne. Actuelle et antérieure, si elle existe.
- Sources documentaires. Documentation écrite et graphique (plans, photos, etc.) des archives.
- Sources bibliographiques

\* \* \*

**SWEDEN / SUEDE**

**Address regarding the implementation of  
the European Landscape Convention in Sweden**

*Ms Birgitta SANDER,  
Senior Advisor,  
Swedish National Heritage Board*

*[PowerPoint Presentation available on the Website of the 6<sup>th</sup> Council of Europe  
Conference on the European Landscape Convention*

[http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6conference/cep-cdpatep\(2011\)1oj\\_en.asp?/](http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/landscape/reunionconf/6conference/cep-cdpatep(2011)1oj_en.asp?/)

**1. Brief background**

- Sweden took active part in the preparatory work of the ELC during the late 1990's
- Sweden signed in 2001 and participated in European and Nordic co-operation regarding the implementation of the ELC
- In 2006 the government assigned the Swedish National Heritage Board to draft a proposal for implementation of the ELC
- In October 2009 Sweden and the Swedish National Heritage Board hosted the Eighth Meeting of the Council of Europe of the Workshops for the Implementation of the European Landscape Convention
- In November 2010 the Swedish National Heritage Board received a new assignment focussing on organising, structure and implementing a cross- sectorial responsibilities. The government received a report 1 March 2011. Response from the government pending
- In January 2011 Sweden ratified the ELC
- As of May 1, 2011 the ELC will enter into force

**2. Activities**

The past ten years have been characterised by a growing activity in the field of landscape policies and an increasing awareness of the importance of integrating landscape into policies and practice. The ELC has played an important role in fueling the debate and it has served as a normative framework for actions undertaken. Sweden adopted the “spirit” of the ELC long before it ratified the Convention, and as such the implementation process has been ongoing for some years.

In recent years, the challenges of climate change have triggered new movements within the field of landscape. Extensive planning for renewable energy sources, such as biogas and wind energy, has called upon the need to take stock of the landscape and its ability to carry the spatial claims raised by the energy policy. To ensure a more comprehensive assessment on landscape impact due to wind farm establishments, the government has introduced a time-limited planning program, managed by The National Board of Housing, Building and Planning, to support regions and municipalities. The program has successfully contributed to the development of a vast number of planning documents where landscape is held a key position. These planning documents represent a new generation of assessments, addressing landscape in a way that clearly reflects the aspirations of the ELC.

The progress within wind energy planning is perhaps the most significant example of the impact of the ELC in Sweden, however it is far from the only one. Several initiatives have been launched also on regional and local levels to meet the requirements of the ELC. These initiatives encompass both development of cross sectorial landscape strategies, new planning approaches and thematic conferences.

### **3. Responsibility of the ELC in Sweden**

The government of Sweden has appointed the Ministry of Culture to be the responsible ministry for the ELC. Thus the Swedish National Heritage Board has an important advisory role and a strong commitment regarding raising the awareness of the Convention. In practice, the Swedish National Heritage Board is the national hub for the ELC in Sweden since 2001.

### **4. A framework for implementation**

As concluded above, the implementation of the ELC is under way. Yet, the ratification is an official milestone for the further progress within the field of landscape policies. As such, it makes a symbolic manifestation of great importance. And as of May 1 2011, the ELC will enter into force in Sweden.

In March 2011 the Swedish National Heritage Board reported to the government its proposal regarding an administrative framework for the implementation of the ELC in Sweden. Several other Swedish agencies took part in the work; consequently the proposal is the result of a broad consultation. The response from the government is still pending, thus the framework drafted below has currently a tentative status.

### **5. Summary of the report**

As a point of departure, all authorities concerned should be responsible for implementation and follow up of the provisions of the ELC within their respective competences.

A group consisting of *the National Board of Housing, Building and Planning, the Environmental Protection Agency, the County Administrative Boards, the Board of Agriculture, the Board of Forestry, the Transport Administration, the Agency for Economic and Regional Growth* as well as *the National Heritage Board* are to be given joint, comprehensive coordination responsibilities for the implementation.

The National Heritage Board is proposed to be the chair of the group. The National Heritage Board is also given a coordinating role for periodic reporting to the Government and to the Council of Europe. Responsibility and roles should be enforced through statutory instructions or specific assignments to each authority.

Besides being a national, coordinating body, the responsibilities of the coordination group should include the following specific tasks:

- To prepare a national platform for the implementation of the ELC. The aim of this document is to interpret the provisions of the ELC with respect to Swedish conditions. The platform should address main challenges and stakeholders concerned, as well as providing as a base for communicating the ELC;
- To organise a recurrent meeting devoted to matters concerning the ELC – a national landscape forum. The forum should function as an inspiring and inclusive meeting place for



a wide circle of stakeholders, such as authorities, municipalities, NGO:s, universities and other relevant parties for information, development and application of the convention;

– To develop a common model for the follow-up of the convention, to be applied within different policy areas.

The Swedish National Heritage Board proposes the County Administrative Boards to be responsible for coordinating the implementation of the ELC at a regional level.

In order to measure the incremental progress of the implementation in all relevant policy areas, concerned authorities should prepare action plans identifying specific actions to be undertaken, measures and responses. The action plans should be valid for a limited period of time and a follow-up of the implementation of the action plans will be an important part of the monitoring process.

No specific legal instruments or new institutions are proposed to be established with regard to the ELC. The implementation process will focus on improving performance of existing policies and instruments. Further more, no immediate action will be undertaken of the provisions of landscape characterisation or identification. At the moment, basic needs are covered by existing and previous works. However, there is a need to systematise existing works and to develop new approaches to landscape assessment.

\* \* \*

## UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

### Update on European Landscape Convention in England

*Chris BOLTON,  
Head of Profession, Natural England*

#### **Introduction**

I represent Natural England. Natural England is the UK government's advisor on the natural environment in England. We provide practical advice, grounded in science, on how best to safeguard England's natural wealth for the benefit of everyone.

Our remit is to ensure sustainable stewardship of the land and sea so that people and nature can thrive. It is our responsibility to see that England's rich natural environment can adapt and survive intact for future generations to enjoy.

I will focus on our progress with ELC implementation in England, although of course we are working closely with Wales, Scotland and Northern Ireland within the UK, and with other partner organisations.

I will briefly describe the background to our current work, and summarise our progress since 2007 leading up to the current Natural England Action Plan. I will then focus on a new project which will help to embed the ELC and relevant approaches including integration, landscape character and function, and community engagement.

#### **Background**

The UK Government ratified in March 2007 and this applies to the metropolitan area of Great Britain and Northern Ireland, including its 12 mile territorial waters around the coast.

Defra (Department for Environment, Food and Rural Affairs) is the Government department responsible for implementation of the ELC.

Natural England has been asked to lead on ELC implementation in England, and we endorse the ELC definition of landscape which enables us to talk about landscape with more confidence and to argue for its importance from a position of strength.

In doing this, Defra and Natural England work closely with partners such as English Heritage, Forestry Commission and Local Authorities, and overall the UK Government wishes to facilitate a strengthening of performance through policy and practice across as wide a section of society as possible.

The England ELC Implementation Framework provides an organising structure for the preparation of ELC Action Plans by organisations across all sectors.

The England framework is guided by 2 broad outcomes:

- Strengthening institutional frameworks (influencing spatial planning, land use and resource management)
- Creating an inclusive, people centred approach (raising awareness, fostering community engagement, working with professionals, specialists and politicians)

The England Framework is managed by the ELC England Project Group (includes Defra, Natural England and English Heritage). In addition, a UK ELC Monitoring Group set up in 2007 (includes the devolved administrations of Wales, Scotland and Northern Ireland and agencies concerned with landscape and heritage).

### **Monitoring progress**

The Monitoring Group commissioned research in 2007 to establish a baseline on how far the spirit, intent and language of the ELC was used in public policy and helped to inform the guidance on ELC Action Plans. Since then, the research has influenced the development of targets and measurable outcomes. We are now able to monitor progress and review a wide range of actions on an annual basis.

For example, all three Natural England Action Plans together (between 2008/9 and 2010/11) included 141 actions, many of which involved complex projects and partnership working. Based on a collation of achieved and partially achieved actions we have measured a success rate of approximately 98 percent.

### **Key Achievements**

We continue to use the baseline evidence from the research by Newcastle University to enhance the understanding of landscape and reinforce the use and consistency of language used in policy and guidance documents.

We have completed the first phase of research into the cultural services and experiential qualities of landscape to inform further work on managing and monitoring landscapes, linking landscape character and function. The findings are now available online in the published report *Experiencing Landscapes* (Catalogue code: NECR024).

We continue to develop the Guidance and checklists for action plans, and we have worked with the Forestry Commission to develop the FC Action Plan.

During 2010 we collaborated with the Landscape Institute and other UK Partners to deliver the first UK Landscape Conference. Held in Liverpool, the conference included a focus on the practicalities of implementing the ELC. The conference also hosted the UK element of the ELC Landscape Award.

In 2010 we published '**Valuing our landscapes**' (Catalogue code: NE 304). This document provides a summary of a wide range of projects associated with the 2008/9 Action Plan, funded under the Natural England ELC Challenge Fund. The document explains the relevance of landscape and the ELC to all our lives and our work. It describes the projects, some of which are helping to build our evidence base about the English landscape and help inform how we conserve and manage it into the future. Other projects focus on developing local landscape and geodiversity partnerships, bringing a range of expertise and communities together to raise awareness of landscape.

**Our current England Action Plan** seeks to build on the achievements so far by:

- Improving performance in the current legal and regulatory framework (as I have mentioned previously).

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

- Influencing future legislation, regulation and advice – particularly in respect of current spatial planning reforms and renewed focus on the role local communities in decision making.
- Improving understanding of landscape through use of landscape and seascape character assessment. Also, working with English Heritage on a programme of Historic Landscape Characterisation.
- Monitoring of change and trends through the CQuEL project (Character and Quality of England's Landscapes) which builds on Countryside Quality Counts.
- Leading on the integration of landscape and ecosystem approaches. We think it is important that the consideration of landscape and ecosystems goods and services go 'hand in hand' rather than be treated separately.

### **Landscape – an integrated approach**

I will briefly describe a current project which aims to demonstrate how integration can be achieved across England. This is a Natural England project working with partners at national and local levels. The project runs from 2010 to 2012 and includes three main strands of work:

- a review of 'landscape-scale' conservation projects in recent years. For the first time a database will map and analyse projects that focus either on landscape, biodiversity or historic environment interests. Lessons learnt will inform best practice.
- a refresh of the profiles for the 159 National Character Areas which show the diversity of landscape character across England. The new profiles will update the NCA descriptions, based on latest evidence and include an analysis of how landscape character is linked to the provision of services and benefits to people. This will inform a set of forward-looking environmental opportunities for each NCA.
- engaging with local communities in a series of cases studies to test how the NCA profiles can help them to achieve their aspirations and set agreed objectives at a local scale.

This project fits very well within our England Framework and it is a key project within the current Action Plan. For example:

- The work is based on the ELC holistic definition of landscape with a focus on the 'action and interaction of natural and/or human factors'.
- The project includes the development of landscape quality objectives, at the NCA scale (that is, 1 to 250,000), as a basis for monitoring change and also managing landscapes
- Environmental opportunities are identified – to protect, manage and plan or enhance landscapes taking into account issues such as climate change.
- The NCA profiles will be available 'online' and provide a starting point for engaging local partnerships and people in addressing environmental issues and showing how landscape is central to creating sustainable communities.

**For further information** please see the Natural England website.  
[www.naturalengland.org.uk](http://www.naturalengland.org.uk)

European Landscape Convention pages:  
[www.naturalengland.org.uk/ourwork/landscape/protection/europeanconvention](http://www.naturalengland.org.uk/ourwork/landscape/protection/europeanconvention)

Natural England Publications:  
[www.naturalengland.org.uk/publications/publications](http://www.naturalengland.org.uk/publications/publications)

The site now includes the **Landscape Character Network** previously hosted on a separate site:

[www.naturalengland.org.uk/ourwork/landscape/englands/character/lcn](http://www.naturalengland.org.uk/ourwork/landscape/englands/character/lcn)

Alternatively, please contact myself or Gary Charlton at Natural England:

[Chris.bolton@naturalengland.org.uk](mailto:Chris.bolton@naturalengland.org.uk)  
[Gary.charlton@naturalengland.org.uk](mailto:Gary.charlton@naturalengland.org.uk)

\* \* \*

**B. STATES WHICH HAVE SIGNED THE CONVENTION / ETATS AYANT  
SIGNÉ LA CONVENTION**

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

*Mrs Lamija ABDIDEVIC,  
Advisor for Cultural Heritage  
Institute for the protection of monuments  
Federal Ministry of Culture and Sport*

**Draft Report on Landscape policies in Bosnia and Herzegovina**

*Abstract*

**1. Laws regarding landscape in Bosnia and Herzegovina**

- *Laws which deal with issues of environmental protection, exploitation and practices in protected areas in Bosnia and Herzegovina;*
- *Institutional responsibilities in the management of protected areas in Bosnia and Herzegovina;*
- *This will, also, includes the main issues to be regulated by law on the protection of nature;*
- *In addition to protection, the law regulates the manner in which protected areas should be managed to meet the needs of the specific purposes;*
- *It introduces an obligation to integrate and coordinate plans for the management of the park with the regional plans.*

**2. Legal definitions of the term landscape in Bosnia and Herzegovina**

**3. Guidelines for developing strategies of landscape in Bosnia and Herzegovina**

- *Planning and land use management (Every country is trying to organize the management of protected areas in their own way. Which of these models can serve as a model for Bosnia and Herzegovina?)*
- *This requires a program of measures and amendments to laws;*
- *Management systems should be based on the system management body, participation of local communities and public bodies, external entities that cooperate with the protected areas, mechanisms for supervision (ordering and control).*

\* \* \*

**1. The institutional framework of environmental protection in BiH**

Based on the Constitution of Bosnia and Herzegovina, managing the environment there is not institution at the state level, but within the organizational structure of government entities that have ministries which deal with environmental issues.

In the Federation responsibility for environmental issues mostly belongs to the Federal Ministry of Tourism and Environment, and other institutions:

- Federal Ministry of Physical Planning,
- Federal Ministry of Agriculture, Forestry and Water Management,
- Federal Ministry of Energy, Mining and Industry
- Federal Bureau of Geology,
- Federal Meteorological Institute,
- PE for Water Area of the Sava River Basin
- PE for Water catchment area of the Adriatic Sea.

In the Republic of Serbian responsibility mainly lies with the Ministry of Physical Planning, Construction and Environment, and other institutions:

- The Ministry of Agriculture, Forestry and Water Management,
- Ministry of Economy, Energy and Development
- Republic Hydrometeorological Institute,
- Institute of Ecology, safety and fire protection (Banja Luka).
- Legal entities that have received a license to conduct activities in the field environment;

While in Bosnia and Herzegovina **there is no state agency** that would deal with environmental issues, government entities cooperated on the issue of common interest through the Environmental Steering Committee that was formed in 1998.

## **2. Laws regarding landscape in Bosnia and Herzegovina**

In accordance with the Dayton agreement, all legal environmental legislation of the former Bosnia and Herzegovina was maintained and was in force until the enactment of new laws. In 2003 in the Federation of Bosnia and Herzegovina adopted a set of environmental laws, among which is the Nature Conservation Act.

The text of these laws based on EU legislation in the field of environmental protection and the approach adopted by the EU and its Member States in the regulation and environmental management. This has in Bosnia and Herzegovina wanted to create the preconditions for effective environmental protection in accordance with the latest knowledge and European trends.

In order to fully apply the laws need to harmonize the cantonal laws (in the Federation of Bosnia and Herzegovina), and it is necessary to adopt a series of bylaws.

Set of environmental laws:

1. Environmental Protection Law (general),
2. Nature Conservation Act,
3. Water Protection Law,
4. Air Protection Act,
5. The Law on Waste Management,
6. The Law on Environmental Protection Fund.

The current Law on Nature Protection of the Federation of Bosnia and Herzegovina includes four (4) visions of protected areas:

## CEP-CDPATEP (2011) 6BiL.

1. Protected areas of nature (Ia, Ib and IV IUCN);
2. National Park (IUCN category II-a),
3. Monument of Nature (IUCN category III-a);
4. Protected landscape (IUCN categories V-a).

### 3. Definitions of protected areas to domestic legislation

**Landscape is a land or maritime area formed by the action of nature and man with extraordinary aesthetic, ecological and / or cultural value, and often with large shifts in biological diversity.**

Protected Landscape shall be determined in order to:

- maintain alignment interaction of nature and culture through the protection of land and / or coastal landscapes and traditional land use, construction, and social and cultural events;
- performing economic activities in harmony with nature and preservation of the cultural system board;
- maintenance diversity of landscapes and habitats, species and related ecosystems;
- elimination and prevention of land use and activities not in accordance with management objectives, allowing for recreation and tourism appropriate to the category field,
- to encourage scientific and educational activities for the benefit of the population for a longer period of time,
- public participation in environment of the area, enabling the benefits through the provision of resources (such as forests and fish) and services (such as clean water or income from tourism to sustainable use of the area) for the local community.

### 4. Strategies of landscape in Bosnia and Herzegovina

*Strategy of Bosnia and Herzegovina and Action Plan for Biodiversity and Landscape's Protection (2008-2015)* includes the identification of main strategic directions that should be followed in order to achieve an effective and sustainable management of biological and landscape's diversity, and that was elaborated on the base of study *Bosnia and Herzegovina – Land of Diversity*.

The expected outcomes are to be accomplished through an adequate implementation of the following strategic directions:

- Decrease of biodiversity loss (1);
- Set up of conservation system and sustainable use of biodiversity (2) and
- Decrease of pressures on biodiversity in Bosnia and Herzegovina (3).

There is no doubt that Bosnia has a large number of natural assets that they deserve and they need to be protected from some forms of protection. Unfortunately, still there are not enough functional system that would provide protection to rare and endangered species and high-quality natural landscapes lay in the protection function, or to handle them in accordance with the principles of sustainable development.

In pre-war times there was a system of protection which, despite everything, was as much - so functional, but the size of protected areas, as well as the number of protected species, was



extremely small. The fact that Bosnia and Herzegovina has only about 0.6% of the protected natural area is ranked at the bottom of the ladder of European states.

**Bearing in mind the overall situation in Bosnia and Herzegovina, not only in the field of nature protection, it is clear that they must make radical moves to the field of nature conservation forward.**

Generally, in Bosnia and Herzegovina is an awareness of environmental protection and nature at a very low level. Primarily it creates a conflict between the relevant institutions (Ministry) and the local community because local people see protected areas only as a set of prohibitions, where development opportunities are ignored. The reason is lack of information, but specifically placed the story of certain interest groups who are not in the interest of establishing protected areas.

However, it remains our hope that the Bosnia and Herzegovina authorities and the public as soon as possible to recognize the importance of nature conservation and protected areas, especially bearing in mind that the sector of environmental protection one of the high-level priorities of the European Union integration process. Of course, protection of nature we need not only for the European Union but also to themselves.

\* \* \*

**II. NON-MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE/  
ETATS NON MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

\* \* \*